

RÉGULATION DU MARCHÉ

L'importation des viandes autorisée à nouveau

Gelée depuis 2020, l'importation des viandes rouges et blanches est de retour. Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a annoncé hier dimanche que dans le cadre de l'approvisionnement du marché national en produit alimentaire de large consommation, notamment les viandes blanches et rouges, le gouvernement a décidé finalement le retour à l'importation.

P 3



LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Sonatrach lance la plateforme numérique de signalement «SPEAKUP»

La compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach a annoncé, hier dimanche, le lancement d'une nouvelle plateforme numérique dénommée "SPEAKUP" de signalement et de détection des actes de corruption au sein du groupe à l'échelle nationale.

P 2

DÉVELOPPEMENT LOCAL

Les Walis appelés à prendre des initiatives



Le président de la République accorde un intérêt majeur à la prise en charge des préoccupations des citoyens. Et en cela, les walis ont un rôle primordiale à jouer, puisqu'il leur incombe d'insuffler le dynamisme nécessaire, pour développer le territoire, dont ils ont la charge. Selon le directeur général des collectivités locales au ministère de l'Intérieur «les walis sont tenus de créer des dynamiques économiques locales».

P 5

LETTRÉ DE SAIDA NEGHA

Quand le Folklore investit l'économie

Madame Saida Neghza s'est fendue d'un texte passéiste qui fait table rase de toutes les réformes engagées par le pays depuis 2020 pour le redressement des finances de l'Etat, afin d'éviter de tomber entre les mains du FMI et qui ont permis de booster la production nationale afin d'atteindre, à l'horizon 2023/2024, 13 milliards de dollars d'exportation hors hydrocarbures.

P 4



Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صج جيون

SALON INTERNATIONAL DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET DES ÉNERGIES DU FUTUR
La 13e édition d’ERA se tiendra début octobre à Oran

La 13e édition du Salon international de la transition énergétique et des énergies du futur (ERA) se tiendra du 2 au 4 octobre prochain au Centre des conventions d’Oran (CCO), a-t-on appris dimanche des organisateurs. Pour cette édition, ERA a choisi de remplacer son ancien intitulé "Salon international des énergies renouvelables, des énergies propres et du développement durable" par "Salon international de la transition énergétique et des énergies du futur". "Dans une démarche inclusive en concertation avec ses partenaires, Era a décidé de renforcer son identité en regroupant les énergies renouvelables, les énergies propres et le développement durable en un seul intitulé (transition énergétique) en y intégrant les énergies du futur déjà présentes en Algérie, principalement à travers les installations solaires, les projets de développement de l'hydrogène vert, annoncées dans les études prospectives", souligne-t-on dans un communiqué de presse. Le Salon accueillera un grand nombre d'acteurs énergétiques majeurs nationaux, dont les grands groupes Sonatrach, Gica, Zergoun green energy, Technocast, ainsi que des opérateurs étrangers de Chine, d'Italie et d'Allemagne, a-t-on fait savoir. Un cycle de conférences, animées par des experts algériens et étrangers, sur la transition énergétique, est prévu en marge de l'exposition dans le cadre de cette édition du salon, selon la même source.

R E.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Sonatrach lance la plateforme numérique de signalement « SPEAKUP »

La compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach a annoncé, hier dimanche, le lancement d'une nouvelle plateforme numérique dénommée "SPEAKUP" de signalement et de détection des actes de corruption au sein du groupe à l'échelle nationale.

Par Slimane T

En effet, à travers cette nouvelle plateforme de signalement dénommée "Sonatrach Conformité anticorruption : SPEAKUP", la compagnie nationale « Sonatrach » a franchi une étape décisive dans sa lutte contre la corruption. Cette plateforme de signalement "SPEAKUP" est un mécanisme d'alerte et de dénonciation qui s'inscrit dans une approche proactive adoptée par Sonatrach, basée sur la norme ISO 37001 relative au Système de management anti-corruption (SMAC), a ajouté la compagnie dans un communiqué, soulignant que « Sonatrach conformité anti-corruption : SPEAKUP » constitue la pre-

mière plateforme numérique de signalement et de détection des actes de corruption à l'échelle nationale.

Cette plateforme, développée avec des normes et des outils sécurisés, permet aux employés, partenaires, clients et autres parties prenantes de signaler, en toute sécurité, des actes illégaux ou illicites graves conformément à la loi et à la réglementation en vigueur, ainsi que toute violation de la politique et code de conduite anti-corruption de Sonatrach.

La plateforme numérique « SPEAKUP » est « en parfaite adéquation avec les lignes directrices du Système de management des alertes de la norme ISO 37001 adoptée par Sonatrach et qui assure la protection de

l'identité des personnes impliquées dans les signalements et garantit la sécurité des informations issues des dénonciations », est-il également mentionné dans le communiqué. A travers la mise en place de la plateforme SPEAKUP, Sonatrach assure avoir « faciliter la dénonciation sincère des actes de corruption et renforcer la lutte contre la corruption », tout en réaffirmant « son engagement à instaurer les principes de transparence, d'équité, d'intégrité et de préservation de l'intérêt économique et public ». Pour de plus amples informations sur la plateforme « SPEAKUP », la compagnie nationale des hydrocarbures a mis en place un lien à consulter <https://conformite-smac.sonatrach.dz/>.

SOGRAL /TRANSPORT

Mise en place d’un plan exceptionnella rentrée sociale

La Société de gestion des gares routières d’Algérie (Sogral) a annoncé la mise en place d’un programme exceptionnel pour assurer le transport des voyageurs pendant la rentrée sociale, basé sur l’augmentation du nombre de bus et de taxis, l’allongement des horaires de travail, ainsi que l’équipement des gares du service de paiement électronique, rapporte ce dimanche la radio nationale citant un communiqué de la société. La société a indiqué qu’après avoir décidé de la date effective de la rentrée sociale fixée

au 19 septembre, elle avait élaboré un plan exceptionnel pour assurer une augmentation du trafic dans les gares terrestres et doubler la demande de déplacements quotidiens vers diverses destinations. Selon le communiqué, ce plan prévoit l’intensification des départs vers toute destination connaissant une augmentation de la demande, en coordination avec les différentes directions nationales des transports. Dans le cadre de la dématérialisation des services et après avoir lancé le service de paiement électronique des billets, Sogral a

confirmé le déploiement du service de paiement électronique dans 35 gares terrestres au niveau national, après avoir été limitée à la gare terrestre de « Kharouba », Alger. Elle a souligné que le projet de finalisation du programme de généralisation du service à l’ensemble des autres gares terrestres du pays interviendra avant la fin du semestre en cours. À cet égard, la société a révélé que plus de 100.000 billets ont été vendus au cours de la première phase de lancement du service de vente électronique de billets, au début de l’année en cours.

RENTREE SCOLAIRE

1200 écoles équipées de tablettes numériques

Le ministère de l’Éducation nationale a équipé 1.200 établissements scolaires de tablettes numériques, en prévision de la nouvelle saison scolaire 2023-2024, en attendant l’élargissement de l’opération à toutes les écoles du pays. L’annonce a été faite hier dimanche par le directeur de l’Enseignement primaire au ministère de l’Éducation nationale, Mohamed Dhailallah. S’exprimant sur les ondes de la radio nationale « Chaîne I », il a précisé que la prochaine rentrée scolaire sera particu-

lière après que les conditions d’apprentissage des élèves auront été modernisées, en élargissant l’usage de la tablette électronique et en numérisant toutes les décisions liées à la vie scolaire des élèves. « Toutes les mesures ont été prises pour fournir les manuels scolaires dans tous les établissements d’enseignement, y compris des livres en anglais et que toutes les installations sont prêtes à accueillir les étudiants », a-t-il dit. Daifallah a souligné que « le pourcentage d’élèves instruits qui s’inscriront pour la première fois à l’école a augmenté de 3 à

4 % par rapport à l’année dernière, soit environ 11 millions d’étudiants ont été dénombrés. D’autre part, le directeur de l’enseignement primaire au ministère de l’Éducation nationale a apprécié la décision d’inclure l’éducation physique et sportive au niveau primaire, qui sera enseigné par les enseignants spécialisés des écoles primaires qui ont été employés à cet effet. Il a déclaré : « le sujet de l’éducation physique et du sport n’est pas nouveau dans le système éducatif. Il était auparavant enseigné par le profes-

seur de matières standardisées. Il se présente comme une matière vivifiante qui est décidée, dès la prochaine rentrée scolaire, à être enseignée par des professeurs spécialisés dans ce domaine. Il a ajouté : « l’objectif de ce cours est d’aider les enfants à s’intégrer dans le système social et éducatif, et de parrainer des talents capables de soutenir le sport d’élite, en plus de la capacité d’enseigner cette matière à des personnes ayant des besoins spéciaux qui sont intégrées dans le système éducatif. »

Synthèse S T.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de Communication, d’Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

RÉGULATION DU MARCHÉ

L'importation des viandes autorisée à nouveau

Gelée depuis 2020, l'importation des viandes rouges et blanches est de retour. Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a annoncé hier dimanche que dans le cadre de l'approvisionnement du marché national en produit alimentaire de large consommation, notamment les viandes blanches et rouges, le gouvernement a décidé finalement le retour à l'importation.

Par Sirine R

En effet, les opérateurs économiques (privé et public) intéressés par l'importation des viandes blanches (congelées) sont appelés à déposer les demandes pour l'obtention d'autorisations sanitaires d'importation via la plateforme numérique (pslmadr.gov.dz) à partir de 10 septembre jusqu'à 20 septembre, lit-on dans la note du ministère. Les importateurs doivent présenter un programme annuel d'importation, ajoute la même source. En plus des viandes blanches, l'Algérie autorise aussi l'importation des viandes bovines fraîches, réfrigérées et emballées sous vide. Les importateurs peuvent aussi importer de la viande ovine fraîche, réfrigérée et congelée. « L'opération d'importation des viandes est ouverte à tous les opérateurs publics et privés », précise le ministère de l'Agriculture dans une deuxième note. Il est à rappeler que le gouvernement avait pris une série de mesures depuis 2020, visant à la protection de la production nationale, mais cette dernière s'est avérée insuffisante et n'est pas en mesure de répondre aux besoins du marché national. Les prix des viandes rouges et blanches ont atteint des niveaux élevés, voire excessifs. Le marché est en situation de déséquilibre. Donc le recours à l'importation devient une nécessité au moins durant cette période, en attendant la restructuration des deux filières d'élevages (ovine et bovine) et également la filière avicole. La sécheresse et la hausse des prix des intrants (aliments) ont aggravé la situation de ces deux filières importantes. Plusieurs mesures ont été prises par le ministère de l'Agriculture pour accompagner les éleveurs, mais qui sont jusqu'à présent « insuffisantes ». Sans donner plus de détails sur les quantités et le circuit de la commercialisation de ces produits une fois importés, le ministère de l'Agriculture précise dans son



communiqué que le retour à l'importation vise à la stabilisation des prix et l'approvisionnement du marché en quantité suffisante. En effet, ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la nouvelle stratégie du gouvernement visant l'approvisionnement du marché en produit alimentaire en quantité suffisante et à des prix « raisonnables ». Actuellement, les prix des viandes rouges sont affichés à partir de 2000 DA/kg et la viande du poulet à 540 DA/kg. Des prix qui sont hors de portée des ménages. Il est à rappeler que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait donné des instructions fermes à l'Exécutif afin de prendre les mesures adéquates pour la stabilisation des prix et préservations du pouvoir d'achat du citoyen. Il a souligné clairement que : « le citoyen est une ligne rouge, son bien-être est la priorité des priorités ». Depuis cette annonce, les procédures d'importations ont été assouplies, tout en protégeant la production nationale. D'ailleurs, cette opération d'importation renforcera la production nationale, et permettra d'agir dans l'immédiat pour réguler le marché et se préparer pour le

mois de Ramadhan, dont la demande sur les viandes va doubler. Selon le président de l'Association nationale des commerçants et artisans, Hadj TAHAR Boulouar, la production nationale en viande rouge ne dépasse pas un millions de tonnes, alors que le marché national a besoin de 1,5 million de tonnes, soit un déficit de plus de 5 00 000 tonnes ! Si le retour à l'importation est qualifié d'une bonne chose notamment pour le consommateur et les opérateurs activant dans le domaine de l'importation, les éleveurs se sont montrés inquiets pour l'avenir de la filière de l'élevage. Le secrétaire général de la Fédération nationale des aviculteurs, Ali Bouchaïba, a estimé dans une déclaration à la presse que la décision du ministère n'est pas claire. « La production avicole se porte bien. Nous avons atteint l'autosuffisance. Pourquoi vouloir recourir à l'importation ? C'est une décision qui fera du mal aux producteurs », a-t-il soutenu. Selon lui, la situation actuelle est conjoncturelle et les prix vont baisser dans les tout prochains jours. « C'est une décision unilatérale. En tout cas, l'importation n'est pas une solution salvatrice », a-t-il soutenu.

ALGÉRIE-ITALIE

Le président du Conseil d'Etat italien se félicite du partenariat privilégié

Le président du Conseil d'Etat italien, Luigi Maruotti, a salué, dimanche à Alger, les liens d'amitié « profonde » qui lient son pays à l'Algérie et le niveau de partenariat bilatéral « privilégié ». Dans son allocution à l'issue de l'audience que lui a accordée, ainsi qu'à la délégation l'accompagnant, la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, au siège du ministère, M. Maruotti a précisé que « l'Algérie et l'Italie sont liées par des liens d'amitié profonde », et que « les deux pays sont voisins au bassin méditerranéen et ont plusieurs points en commun ». Il a affirmé dans le même contexte que « la position de l'Algérie est très importante pour l'Italie afin de créer des équilibres sur plusieurs questions ». Evoquant la question de jumelage entre le ministère des Relations avec le Parlement et le Conseil d'Etat italien, il a mis en avant « les conclusions importantes auxquelles les deux parties sont arrivées à travers le programme de jumelage et les débats fructueux ». Pour sa part, Mme Azouar a indiqué que cette rencontre « intervient dans le cadre de la clôture du programme de jumelage institutionnel entre son ministère et le Conseil d'Etat italien », portant sur « le renforcement des capacités du ministère des Relations avec le Parlement », relevant que ce projet soutenu par l'Union européenne (UE) « a permis de former plusieurs cadres algériens au niveau de la législation, et a permis également aux cadres du ministère d'effectuer plusieurs visites en l'Italie pour s'enquérir de son système législatif ». Dans le même contexte, la ministre a salué « le succès » de ce projet, exprimant son désir de voir les consultations se poursuivre entre les deux parties. Le président du Conseil d'Etat italien était accompagné du Secrétaire général du Conseil, Giulio Castriota Scanderbeg et le Conseiller diplomatique du président du Conseil, Marcello Apicella.

R E.

LAALA BOUKHALFA, EXPERT EN AGRICULTURE

«Le retour à l'importation n'est pas la bonne solution»

L'expert en agriculture, Laala Boukhalfa, s'est opposé à la décision prise par le ministère de l'Agriculture, en autorisant à nouveau le retour à l'importation pour combler le déficit du marché national. Pour lui cette décision est irréfléchie et ne parviendra pas à la résolution de la problématique. Dans un entretien téléphonique, le consultant en aviculture a estimé qu'il faut d'abord faire une étude sur les besoins du marché national avant de lancer une telle opération. En absence d'une étude éco-

nomique sur les besoins du marché, cette décision sera archaïque et ne résoudra pas le problème de la régulation des prix sur le marché, précise-t-il. « Il faut d'abord connaître les besoins du marché national afin de connaître le niveau des importations. Mais ouvrir comme ça l'importation au hasard, ça sera un échec. On a déjà l'expérience de l'importation des viandes rouges durant le mois de Ramadhan. Est ce que cette opération a

fait baissé le prix ? Non au contraire, ils ont augmenté et la viande importée proposée au consommateur à 1200 DA est introuvable sur le marché, durant le mois du carême », souligne-t-il. Outre la problématique des quantités à importer, il y a également l'absence d'un circuit de distribution. « Comment cette viande importée sera commercialisée ? », s'interroge-t-il. Pour lui, il est préférable de donner plus d'importance au

développement des deux filières (viandes rouges et blanches) en Algérie, en mettant en place une nouvelle organisation et surtout réglementer les prix d'aliments. Laala Boukhalfa a proposé dans ce cadre la subvention des prix du maïs et de soja, deux intrants importants pour la filière avicole. « Si nous résoudons cette problématique des prix des aliments tous reviendra à l'ordre. Il faut revoir à la baisse des prix d'un quin-

tal à entre 4500 à 5000 da au lieu de 8000 da et 9000 da. Cela permettra de réduire les coûts de production de 50%. Une plaquette des œufs ne dépassera pas les 300 DA et le kilo du viande blanche ne dépassera pas lui aussi les 260 DA », indique-t-il. Idem pour la filière des viandes rouges. Il a exhorté les responsables du secteur agricole à prendre des mesures et décisions courageuses afin de réorganiser les deux filières en question.

Z R.

STARTUPS

Axe stratégique de la diversification économique

L'écosystème entrepreneurial algérien a connu récemment un développement remarquable. Dans ce cadre, notent Rania Tegaoua et Bouchama Chouam de l'Université d'Oran 2, «l'Algérie a déployé des efforts remarquables à travers un ensemble de mesures, allant du cadre réglementaire et juridique, en passant par les structures d'accompagnement l'instar de l'accélérateur public « Algeria Venture », les programmes de financement, etc». Pour les universitaires, «la promotion des startups et de l'entrepreneuriat, de par son impact économique telle que création de richesse ou social comme une priorité pour résoudre la problématique de l'emploi dans le cadre de lutte contre le chômage, constitue un axe stratégique et essentiel à l'ère du passage d'un modèle économique basé sur les revenus pétroliers à une économie plus diversifiée et durable basée fondée sur la connaissance, le numérique, l'innovation, la promotion de l'entrepreneuriat et la valorisation de la ressource humaine ». Pour les recommandations, les deux universitaires préconisent de «mettre en place des mécanismes opérationnels pour rendre ce type d'entreprises viables à travers l'encouragement de la création de plus de structures d'accompagnement à travers tout le territoire national ; pour la simplification des procédures de création d'entreprises au profit des start-up et porteur de projets innovants ». Il est aussi question de «valoriser des produits issus des startups ; multiplier les partenariats avec les entreprises étrangères ayant des expériences réussies et s'inspirer de ces dernières ; promouvoir les startups ayant un apport dans le domaine de Fintech pour moderniser le domaine financier et bancaire algérien, ainsi que les startups de type « Green Tech » dans le cadre de transition vers une économie verte et durable et pour exploiter le potentiel agricole, notamment dans le Sud Algérien ». Par ailleurs, les universitaires proposent de «propager la culture entrepreneuriale chez la communauté académique à travers l'organisation des manifestations scientifiques et les conférences, l'introduction du module « Entrepreneuriat » dans les différents cursus de formations académiques ; la valorisation les résultats issus de travaux de recherche dans le cadre de la création de startups et de projets innovants afin de créer un climat propice à l'innovation tout en valorisant davantage la ressource humaine qui constitue le capital humain ».

Agence

LETTRE DE SAIDA NEGHZA

Quand le Folklore investit l'économie

Madame Saida Neghza s'est fendue d'un texte passéiste qui fait table rase de toutes les réformes engagées par le pays depuis 2020 pour le redressement des finances de l'Etat, afin d'éviter de tomber entre les mains du FMI et qui ont permis de booster la production nationale afin d'atteindre, à l'horizon 2023/2024, 13 milliards de dollars d'exportation hors hydrocarbures.

Par APS

Dans une contribution, au demeurant trop bien rédigée, paradoxalement, Mme Saida Neghza se fait le porte-voix d'intérêts qu'elle est sensée, prétendument, combattre, ceux de l'ordre ancien, ceux d'une Issaba dont le sport favori, n'était pas la pratique du golf, mais détourner l'argent du peuple. Et qui revendiquent le droit d'acquérir des biens à l'étranger avec des transferts illicites, issus du même argent de la surfacturation. Dans cette missive, diffusée massivement sur les réseaux sociaux, bafouant les usages d'une correspondance adressée à la Présidence de la République, l'argumentaire principal de Madame Neghza est soutenu par ce même refus du changement, et cette obsession malade des forces de l'argent sale qui ne veulent pas baisser les bras. Nostalgique de l'ordre ancien, cette lettre respire les intentions de ses véritables auteurs, à savoir maintenir l'inertie, mais renseigne aussi sur le total déphasage de ses auteurs, sur les transformations profondes que connaît l'Algérie. Tous les opérateurs économiques et les administrateurs de l'Etat connaissent ce personnage et son peu d'envergure et son penchant pour tout ce qui est étranger et international. Mais de là à s'ériger en défenseur de l'économie algérienne, des opérateurs économiques et des citoyens dans leur ensemble est un exploit que Mme Saida Neghza a osé. D'ailleurs, c'est sa principale qualité: Elle ose et c'est à ça qu'on la reconnaît. Pour revenir à des altitudes plus clémentes pour la patronne autoproclamée de la CGEA, il existe, déjà, dans la nouvelle Algérie, d'autres institutions pour porter, haut et fort, les doléances économiques et sociales, que sont le CREA et le CNESE et la CGEA n'en fait pas partie, même si sa patronne a fait de la "proximité" des décideurs, des "passerelles", un fonds de commerce et une force

de son marketing personnel. Et le niveau des inepties de cette lettre, complètement déconnectée des évolutions du monde, démontre qu'elle s'élimine, d'elle-même, du débat économique constructif et cohérent. Juste à titre d'exemple, sa diatribe sur la hausse des prix, ceux des produits essentiels, tels que les pâtes alimentaires, l'huile, le sucre, le concentré de tomate et d'autres, est un exemple de cette méconnaissance des réalités économiques. Ces produits n'ont pas connu de hausse de prix, sauf pour les viandes dont l'importation a été autorisée, pour toute l'année, pour juguler les prix. Quant à l'huile, l'Algérie en produit actuellement, trois fois ses besoins et en exporte même de grandes quantités, alors que la semoule et la farine n'ont pas vu leur prix augmenter, car l'Etat continue de soutenir leur prix, pour ne pas mettre à mal précisément, le pouvoir d'achat des citoyens. Comparé à de très nombreux pays qui connaissent une inflation record, avec des augmentations des prix de la majorité des produits et des matières premières, les prix en Algérie sont les plus bas. Cette lettre nous rappelle étrangement, une organisation fantôme de "défense des consommateurs", qui défendait tout sauf le consommateur. Cette organisation qui ne fait que défendre, d'ailleurs, le seul dossier de l'automobile et des licences d'importation des véhicules. Mais les inepties deviennent suspectes quand il s'agit d'évoquer le dossier des surfacturations ! En quoi Mme Neghza et ses sbires, sont-ils gênés que l'Etat ait décidé de récupérer l'argent du peuple ? L'une des missions présidentielles n'est-elle pas de récupérer l'argent du peuple, là où il se trouve et chez qui il se trouve ?! Pour l'engagement en faveur des Algériens, il faut bien se dire que cet argent devra être récupéré et sera récupéré. N'en déplaise aux patrons récalcitrants. Car la grande majorité des opérateurs économiques sont cleans, honnêtes et patriotes. D'ailleurs, c'est grâce à ces patrons propres et patriotes que l'Algérie va re-

lever le défi d'exporter, en 2023, 13 milliards de dollars hors hydrocarbures. En revanche, ceux qui font dans les magouilles et la surfacturation: l'Etat ne les lâchera pas. Donc, cette missive ne vise qu'à réhabiliter ceux qui ont dilapidé l'argent du peuple avec la complicité des forces extraconstitutionnelles. Donc pourquoi cette lettre, en ce moment précis, si ce n'est une version améliorée des pressions qui font rappeler, l'ancien temps, lorsque des groupes de pressions, des lobbys et des oligarques exerçaient leur chantage sur l'Etat, tels que des organismes prédateurs comme l'ex-FCE dont l'existence a été exterminée, et ceci d'abord, grâce au Hirak béni et, ensuite, grâce à la présidentielle de 2019. Mais la cerise sur le gâteau de cette lettre bizarre est la proposition faite par madame Neghza avec un appel, toute honte bue, à une réactivation de la tripartite. Cette fameuse tripartite, servie durant deux décennies, et qui fut le théâtre du dépeçage de l'économie algérienne et des entreprises publiques. Cette mise en scène mascarade qui servait d'outil pour les détournements et le bradage des entreprises publiques et dont Mme Neghza qui qualifiait la tripartite en 2016 de "formidable expérience en matière de dialogue et de protection sociale", appelle, sinon exige son retour, alors que l'Algérie a choisi sa voie et s'oriente vers l'émergence économique. C'est par la tripartite que de nombreuses entreprises du secteur public marchand ont été cédées aux oligarques du FCE. C'est par la tripartite, qu'a été distribué l'argent de la planche à billets au FCE. C'est la tripartite qui a coûté des milliards de dollars au Trésor public. Madame Neghza, dans son infini délirium, ne propose à l'Etat que de rejouer au Monopoly avec l'argent du peuple au profit d'autres oligarques. Depuis l'avènement de la Nouvelle Algérie, l'Etat et son Président n'ont jamais été avares dans l'écoute des délaissés, les sans voix et favorisant les propositions les plus constructives et les plus patriotiques.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JEUNESSE

Clôture de la troisième session des camps d'été spécialisés

La troisième session des camps d'été spécialisés, organisée à la cité universitaire 500 lits de Ténès (nord de Chlef) au profit des jeunes adhérents des associations et clubs bénévoles, a été clôturée samedi. Placée sous l'égide du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), cette session qui a vu la participation, trois jours durant, de pas moins de cent jeunes aux panels, dialogues et programmes de formation, encadrés par des compétences algériennes, a été sanctionnée par des recommandations visant à organiser, élargir et ancrer le bénévolat au sein des différentes catégories de la société. Intervenant à cette occasion, le vice-

président du CSJ, Belaidouni Mohamed Lamine, s'est félicité du niveau des participants au camp « Jeunes bénévoles » qui se sont distingués par leurs idées et initiatives, contribuant ainsi à la promotion du bénévolat au service de la société et du développement local. Cette troisième session, a-t-il poursuivi, intervient dans le cadre du programme des camps d'été spécialisés destinés aux jeunes dans le but de « contribuer à la promotion des capacités des jeunes algériens et leur permettre de participer efficacement à la vie publique, consacrer la culture du bénévolat chez cette frange de la société et encourager la culture du dialogue et de l'action collective

organisée ». Le programme des camps d'été spécialisés organisés par le CSJ se poursuivra dans les prochains jours à travers l'organisation du camp « créateurs de contenu » au profit des groupes de réflexion spécialisés dans de nombreux domaines, sachant que les précédentes sessions avaient été consacrées aux stagiaires et diplômés des centres et instituts de la formation et de l'enseignement professionnels ainsi qu'aux étudiants et adhérents des clubs universitaires, et ce en vue de cibler tous les jeunes, les orienter, les accompagner et promouvoir leur rôle dans la vie publique.

Agence

DÉVELOPPEMENT LOCAL

Les Walis appelés à prendre des initiatives

Le président de la République accorde un intérêt majeur à la prise en charge des préoccupations des citoyens. Et en cela, les walis ont un rôle primordiale à jouer, puisqu'il leur incombe d'insuffler le dynamisme nécessaire, pour développer le territoire, dont ils ont la charge. Selon le directeur général des collectivités locales au ministère de l'Intérieur «les walis sont tenus de créer des dynamiques économiques locales».

Par Réda Hadi

Invité par des confrères, il affirme que le récent mouvement opéré par le président de la République au sein du corps des walis vise à insuffler «une nouvelle dynamique économique au niveau local». Et d'ajouter : «Il faut savoir que les activités des wilayas, en particulier les actions des walis, font l'objet d'une évaluation continue, et c'est sur la base de ces évaluations que les mouvements s'opèrent périodiquement», précisant à ce propos que «ce qui est attendu des walis, c'est la création de dynamiques économiques au niveau local». En effet d'aucuns assurent que le développement local, ne peut être assuré que par un dynamisme effectif des responsables locaux, et ce d'autant plus que dans le contexte actuel, le développement local s'accroît de plus en plus et s'étend même aux plus grandes entreprises. En effet, les modes de consommation et d'utilisation évoluent et tendent vers un développement local, indispensable aujourd'hui pour la pérennisation des entreprises. Mais pour cela, il faut agir ensemble et in-

nover sont des actions et sont les maîtres mots d'un développement local réussi. Les politiques publiques et les citoyens, ainsi que les entreprises ont tous intérêt de travailler main dans la main pour que le territoire prenne davantage de valeur et qu'il y fasse bon vivre. Se réinventer, s'ancrer, booster l'attractivité du territoire, le rendre plus durable sont des leviers de développement économique incontournables. Pour le responsable du Ministère de l'intérieur; l'intérêt marqué du président de la République pour le développement local et le désenclavement des zones d'ombre, font que l'État intervient avec d'importantes dotations pour créer des conditions de relance économique. Cependant, insiste-t-il, le développement doit se faire par les autorités locales en mettant en synergie tous les acteurs (opérateurs, investisseurs, universités...) dans une démarche participative. En ce qui concerne les budgets de l'État dédiés aux collectivités locales, l'invité de la chaine 3 révèle qu'une enveloppe globale de 530 milliards de DA a été allouée cette année aux communes pour couvrir

les dépenses de fonctionnement, sans compter la dotation globale d'équipements et d'investissements d'un montant de 110 milliards de DA dont ont bénéficié toutes les wilayas du pays. Revenant sur les retards enregistrés dans la réalisation des projets, l'intervenant assure que dans le cas du plan de développement des wilayas, les projets se concrétisent à un rythme soutenu après la levée des contraintes rencontrées sur le terrain. «Pour le programme de Khenchela, nous avons achevé 16 projets et 40 autres sont en cours de réalisation», indique-t-il en assurant que l'ensemble du programme dans cette wilaya sera «achevé d'ici mai 2024». Interrogé au sujet du projet du code communal, M. Roumane fait savoir que le texte est fin prêt et qu'il sera présenté prochainement lors d'une réunion du gouvernement, avant d'être soumis pour adoption par le Conseil des ministres et les deux chambres du parlement. «Ce nouveau code apporte de nombreuses nouveautés qui permettront de créer une nouvelle dynamique dans la gestion des communes», déclare-t-il.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

Appel à la poursuite de la campagne de nettoyage des établissements scolaires tout au long de l'année

Le ministère de l'Environnement et des Energies Renouvelables a relevé l'importance de poursuivre la campagne nationale de nettoyage des différents établissements d'éducation et d'enseignement, organisée les 8 et 9 septembre, tout au long de l'année, en associant les élèves, tout en œuvrant à la promotion de la performance et de l'activité environnementales. Organisée les 8 et 9 septembre en prévision de la rentrée scolaire, cette initiative a vu la participation de plusieurs acteurs, parmi les enseignants, la société civile, les parents d'élèves et les autorités locales, mais également des ministères de l'Intérieur, de la Solidarité nationale, de la Communication et de l'Environnement, note la même source. A ce propos, le ministère a appelé les communautés éducatives, de la formation et universitaire à veiller à la poursuite de cette campagne tout au long de l'année, en impliquant les élèves, tout en œuvrant à l'amélioration de la performance et de l'activité environnementales, de manière à "inculquer le sens de la responsabilité environnementale à nos enfants et à nos jeunes scolarisés, afin de préserver ces établissements et leur cadre de vie, comme étant des acquis légués

de génération en génération", précise-t-on dans le communiqué. La conviction du ministère de l'Environnement et des Energies Renouvelables quant à l'importance de préserver la propreté de l'environnement éducatif, de la formation et universitaire en particulier, et du cadre de vie en général, "l'incite à soutenir et à accompagner sans relâche toutes les initiatives prises dans ce sens". Une telle démarche "aura un impact très positif dans le développement de l'esprit de volontariat chez nos citoyens, consolidera les valeurs de citoyenneté environnementale et éliminera les risques qui menacent la santé publique", précise la même source. En application des instructions du Premier ministre, relatives aux préparatifs de la rentrée scolaire, universitaire et de formation 2023/2024, sous le slogan "Rentrée scolaire dans un environnement propre", le ministère de l'Environnement avait adressé "une correspondance urgente aux directeurs de l'Environnement de wilaya en vue de coordonner avec leurs homologues dans les secteurs de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et de l'Enseignement supérieur, pour le lancement de cette initiative". Les responsables concernés

étaient appelés à "faire réussir cette campagne à travers l'implication des organisations de la société civile, des organisations à vocation environnementale, des Scouts musulmans algériens (SMA), des associations de parents d'élèves, des entreprises publiques de wilaya et des entreprises privées". Cette initiative "vient compléter les opérations de rénovation, d'aménagement, et d'entretien entreprises par les établissements scolaires pendant la saison estivale pour accueillir les élèves dans des conditions très favorables, d'une part, et assurer leur continuité en tant qu'initiatives organisées par notre département ministériel, en prévision de la rentrée scolaire 2023-2024 dans une atmosphère marquée par une coopération intersectorielle avec le ministère de l'Education nationale", ajoute le communiqué. L'opération organisée à travers l'ensemble des wilayas du pays a concerné la décoration intérieure des classes, des cours d'écoles et d'autres structures, telles les cantines scolaires, les bibliothèques et les salles de lecture, ainsi que le ravalement des façades des écoles et l'équipement des classes, outre les opérations d'élitage des arbres et le réaménagement des espaces verts à l'intérieur et à proximité des établissements scolaires.

Elle vise à réunir les conditions de confort et assurer un environnement propre, contribuent ainsi au bien-être des élèves et des personnels enseignant et administratif. Au niveau des différents établissements scolaires, une grande mobilisation a été constatée en vue d'assurer un environnement propre en général notamment au niveau des structures éducatives, avec une participation remarquable des associations, notamment celles activant dans le domaine de l'environnement. Dans le cadre de la même opération, les Scouts musulmans algériens (SMA) ont mobilisé 10.000 scouts dans 58 wilayas, en coordination avec les autorités locales et la société civile, avait indiqué à l'APS Ahmed Ramdani, responsable national de la solidarité, de l'assistance et du service communautaire aux SMA, soulignant que les unités de scouts poursuivront cette opération jusqu'au 18 septembre en cours. Cette campagne s'inscrit, selon le même responsable, dans le cadre des "efforts visant à inculquer la culture et les valeurs de citoyenneté positive, de même qu'elle reflète l'éducation et les valeurs morales promues par l'école des scouts au sein de la société, notamment en milieu juvénile".

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR L'A SOULIGNÉ DEPUIS TISSEMSILT

«Toutes les wilayas recèlent des potentialités qu'il faut exploiter»

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad a présidé, samedi après-midi, l'installation de Fathi Bouzid, nouveau wali de Tissemsilt, en remplacement de Laaredj Nahila, muté au même poste dans la wilaya d'El Meghaier. Le ministre a souligné, lors de la cérémonie d'installation qui s'est déroulée en présence des autorités locales et de représentants de la société civile, que ce mouvement opéré dans le corps des walis, décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "vise à poursuivre la dynamique imprimée qui place au cœur du développement le citoyen et l'amélioration de son cadre de vie". "Toutes les wilayas à travers le pays recèlent des potentialités qu'il faut exploiter", a affirmé M. Merad, exhortant à réfléchir sur la valorisation du patrimoine des collectivités locales disponibles pour en finir peu à peu avec les aides de l'Etat. D'autre part, le ministre a annoncé une rencontre prochaine du Gouvernement avec les walis au mois d'octobre ou novembre prochains, qui sera présidée par le président de la République", au cours de laquelle il sera procédé à l'évaluation des instructions données lors de la rencontre similaire qui s'est tenue l'an dernier notamment en ce qui concerne les conditions d'accueil des citoyens ainsi que la prise en charge de leurs préoccupations, en coordination avec les services du médiateur de la République. Il a fait état d'une série de thèmes qui feront l'objet d'étude et de débat lors de cette rencontre, à savoir la poursuite de la concrétisation des programmes de développement suivant les normes voulues, la valorisation des moyens disponibles à travers les wilayas et leur exploitation avec des méthodes modernes pour créer la richesse, optimiser le recouvrement de la fiscalité locale, encourager l'esprit d'entrepreneuriat et exploiter comme il faut le foncier industriel. M. Merad a souligné qu'il compte sur le nouveau wali de Tissemsilt, pour mettre en œuvre le programme complémentaire dont a bénéficié la wilaya en début d'année en cours, doté de 99,13 milliards DA dans les brefs délais et suivant les normes de qualité et d'efficacité dans tous les domaines liés au cadre de vie des citoyens, en collaboration avec les cadres de la wilaya et les acteurs de la société civile. Il a évoqué le lancement de plusieurs projets, en faisant état de nombreux chantiers ouverts en matière de logement, de routes, de chemin de fer et de scolarisation, souhaitant la réussite au wali partant Laaredj Nahila dans ses nouvelles missions à la tête de la wilaya d'El Meghaier.

R E.

EN PRÉVISION DE LA RENTRÉE SCOLAIRE

Ouverture de 25 points de vente de manuels scolaires à Mostaganem

Pas moins de 25 points de vente de manuels scolaires ont été ouverts dans la wilaya de Mostaganem, en prévision de la rentrée scolaire 2023-2024, a-t-on appris jeudi de la direction de l'éducation de la wilaya. Ces points de vente (librairies privées) sont réparties à travers les communes de Mostaganem (6), Sidi Lakhdar (3), Hadjadj, Bouguirat, Benabdelmalek Ramdane, Stidia (2 chacune) et Kheired-dine, Sayada, Aïn Tédèlès, Mesra, Fornaka, Khadra, Hassi Mamèche et Âchaâcha (un point de vente chacune), a-t-on précisé. La direction de l'éducation a indiqué que les manuels scolaires sont disponibles dans tous les établissements d'enseignement au niveau de la wilaya et pour tous les niveaux.

Les services de la wilaya ont affirmé que les 637 établissements éducatifs (écoles primaires, CEM et lycées) dans la wilaya de Mostaganem ont reçu leurs quotas de livres scolaires, soit un taux de 100 pour cent, de même que les librairies privées agréées, et ce, en coordination avec la direction du commerce et de la promotion des exportations de la wilaya. Six autres points de vente ont été ouverts au niveau des communes de Mostaganem, Mesra, Hassi mamèche, Bouguirat, Aïn Tédèlès et Sidi Ali, dans le cadre d'expositions de vente de fournitures scolaires organisées en collaboration avec des opérateurs économiques activant dans ce domaine au niveau de grands espaces, à l'instar des chambres de commerce et de l'industrie « Dahra » et de l'artisanat et des métiers, selon les services de la direction du commerce de la wilaya de Mostaganem.

La rentrée scolaire, fixée au 19 septembre en cours, verra dans la wilaya de Mostaganem, la mise en service de près de 40 nouvelles infrastructures éducatives dont 5 écoles primaires, 4 CEM dotés du régime de demi pension et deux lycées, en plus de 27 cantines scolaires et deux unités de santé pour dépistage et le suivi (UDS), a-t-on souligné.

CONSTANTINE

Mise en service de la trémie d'El-Khroub

Une trémie, située sur l'axe de la route nationale n3 traversant la ville d'El-Khroub, dans la wilaya de Constantine, a été mise en service samedi.

La construction de cet ouvrage, objet d'une visite du wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, dans le cadre d'une sortie consacrée à l'inspection de plusieurs projets relevant du secteur des travaux publics, a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de 385 millions de DA, a précisé à l'APS le directeur des travaux publics de la wilaya, Gagui Mohamed.

Cette trémie, confiée pendant l'étape de réalisation à la Société d'études et de réalisation d'ouvrages d'art de l'Est

(SERO-EST) dont le siège est sis à Batna, est composé de deux parties: l'une ouverte d'un linéaire de 290 mètres et l'autre couverte sur 50 mètres traversée par une chaussée de 14 mètres de longueur, a fait savoir le même cadre.

La réception de cette trémie, lancée en travaux début 2023, a permis de désengorger la circulation et de régler le problème des encombrements devenus quasi permanents sur l'axe desservant plusieurs wilayas, à l'image d'Oum El Bouaghi, Khenchela, Annaba et Tébessa, a encore indiqué M. Gagui.

La mise en service de cet ouvrage a contribué également à mettre fin aux embouteillages signalés sur plusieurs routes nationales et chemins de wilaya, notamment près de l'échangeur d'El-Mouzina qui mène vers la double voie rapide de la circonscription administrative d'Ali-Mendjeli, vers la ville de Massinissa à El-Khroub ainsi que vers les communes voisines d'Ouled Rahmoune, d'Ain Abid et d'Ibn Badis, a-t-il souligné, rappelant que des travaux de finition de cet ouvrage, estimés à 70 millions de Da, font l'objet d'une demande de rallonge budgétaire.

KHENCHELA

Nettoiement de plus de 187 000 mètres linéaires du réseau d'assainissement

L'Unité de l'Office national d'assainissement (ONA) de Khenchela a procédé dans la période allant du 1er juin au 30 août 2023 au nettoyage de 187.000 mètres linéaire de conduites des réseaux d'assainissement afin de prévenir des inondations pouvant être provoquées par les pluies de l'automne, a-t-on appris jeudi du directeur de cette unité. Dans le cadre des activités préventives pour la lutte contre le risque des inondations saisonnières, il a été procédé au nettoyage de 187.000 mètres linéaires des réseaux d'assainissement dont 22.000 mètres linéaires au chef-lieu de wilaya, a précisé à l'APS M. Khaled Khezani. Il a ajouté que l'ONA de Khenchela a lancé depuis début août dernier une vaste campagne de nettoyage des réseaux d'assainissement et des équipements annexes, précisant que les agents d'exploitation ont nettoyé 692 avaloirs et collec-



teurs permettant de faire sortir 66 m3 de déchets accumulés. Selon le même responsable, 25 agents d'ex-

ploitation, 10 cadres activant à l'unité de wilaya de l'ONA, 6 camions hydrauliques, 6 autres engins et un camion de pompage et 5 véhicule 4X4 ont été mobilisés pour réussir cette campagne coïncidant avec la période des chutes de pluies de fin de saison et le début de l'automne qui causent généralement des inondations à travers les différentes communes de la wilaya. L'ONA œuvre à éradiquer les « points noirs » des réseaux constituant des zones sensibles et présentant des risques d'inondations en vue de les maîtriser en cas d'intempéries en plus de la révision des l'état des équipements et stations de traitement des eaux usées pour s'assurer de leur performance, a-t-il ajouté. Plusieurs contraintes ont entravé le tra-

vail des agents d'exploitation durant cette campagne comme notamment le jet anarchique des déchets solides, et les matériaux de construction jetés sur les abords des routes en plus de la propagation du phénomène de vol des couverts des avaloirs et collecteurs causant l'obstruction des conduites, a fait savoir le même responsable. Parallèlement au travail quotidien, l'ONA œuvre à activer le mécanisme de gestion des cas d'intempéries à travers la mobilisation des équipes et moyens nécessaires pour la concrétisation des interventions d'urgence après la réception des BMS, selon la même source. Un plan de travail a été élaboré pour garantir la permanence dans les différentes communes de la wilaya, a-t-on fait savoir.

UNIVERSITÉ « KASDI MERBAH » DE OUARGLA

Plus de 100 nouveaux enseignants installés

Pas moins de 108 nouveaux enseignants, maitres-assistants titulaires de diplômes de Magister et de Doctorat ont procédé à la signature, au titre de cette saison universitaire (2023/2024), de leurs procès-verbaux d'installation à l'Université « Kasdi Merbah » d'Ouargla, a-t-on appris auprès du rectorat de cette institution.

Ces nouvelles recrues devant encadrer les différentes filières au niveau des facultés de l'université devront bénéficier d'une session de formation, conduite par une cellule de formation de l'université, en sus d'initiation en langue anglaise pour parfaire cette formation, a affirmé le recteur de l'UKMO, Pr. Tahar Hallilet. Le recteur a, à ce titre, estimé que ce recrutement, intervenant en application de la décision des pouvoirs publics portant place-

ment des titulaires de Magister et de Doctorat, constitue, à la faveur de l'ouverture de nouvelles filières d'enseignement, un acquis « qualitatif » pour l'institution et le milieu économique.

Approchés par l'APS, des enseignants nouvellement installés ont apprécié cette décision tant attendue leur permettant, ont-ils déclaré, de contribuer à la promotion de l'enseignement supérieur et la recherche scientifique à la satisfaction des étudiants. L'Université d'Ouargla accueille, au titre de cette saison, un effectif de plus de 31.000 étudiants, dont 55.283 nouveaux inscrits, encadrés par 1.365 enseignants, tous grades et filières confondus.

Brexit : Le difficile apprentissage de la liberté réglementaire retrouvée

Il s'en fallait de peu pour que le Royaume-Uni soit le seul « village gaulois » à bloquer la mégafusion à 75 milliards de dollars entre Microsoft et Activision. Après des mois de tractations, Microsoft a fini par soumettre en août au régulateur britannique, la CMA (Competition and Market Authority), une offre révisée pour sauver l'opération.

Ingrid Feuerstein
Correspondante à Londres

Ailleurs dans le monde, la Commission européenne avait depuis longtemps donné son feu vert et les principaux obstacles légaux venaient d'être levés aux Etats-Unis. C'est la nouvelle liberté réglementaire de la Grande-Bretagne depuis le Brexit : maître de sa politique de concurrence, elle peut maintenant bloquer des fusions à l'échelle mondiale, comme elle l'a fait d'ailleurs avec le rachat de Giphy par Meta en octobre 2022. C'était le sens du Brexit pour ses partisans : regagner la souveraineté sur des décisions prises à Bruxelles, reprendre la main sur les centaines de réglementations qui s'y décident chaque année, se débarrasser d'une Europe technocratique entravant la liberté des entreprises. C'était la motivation de ce Brexit relativement « hard » dans lequel le Royaume-Uni a renoncé, pour cette liberté réglementaire, à tout ce qui aurait encore pu le rapprocher de l'Union européenne (liberté de circulation, union douanière, etc.). Rappelez-vous : c'était en 2019, l'époque où Boris Johnson, pas encore nommé Premier ministre, brandissait un hareng sous vide en meeting de campagne pour fustiger les réglementations européennes imposant que chaque hareng soit accompagné d'une poche de glace en plastique (des propos par la suite contredits par un porte-parole de la Commission).

Aventure « en solo »
Quatre ans plus tard, le Royaume-Uni a pleinement assumé ce choix, mais l'aventure « en solo » a aussi montré ses limites. Il faut dire que la charge du président de Microsoft, ulcéré de voir l'opération avec Activision retardée, n'a guère fait la publicité de cette nouvelle autonomie. « L'Union Européenne est plus attractive pour la création d'entreprise que le Royaume-Uni », a lâché Brad Smith en avril dernier. Pour le chercheur Joël Reland, qui tient un observatoire de la divergence réglementaire au sein du think tank UK in Changing Europe, le seul domaine où le Royaume-Uni est vraiment allé au bout de ce choix est celui de la libre circulation, avec la mise en place d'un système d'immigration « à points » qui impose un visa de travail pour exercer outre-Manche. « Pour le reste, le gouvernement n'a pas réalisé de divergence majeure lui permettant de faire valoir une opportunité du Brexit », estime-t-il.

Occasions manquées
A l'origine de cet échec, il y a à la fois des occasions manquées et des renoncements. Au rang des occasions manquées, on peut citer le remplacement de la politique agricole commune (PAC). Le Royaume-Uni voulait tirer parti du Brexit pour mettre en place des subventions valorisant l'agriculture durable, plus que les grandes exploitations – un reproche souvent adressé à la PAC. Complexe à mettre en place, le nouveau système d'aides n'est toujours pas opérationnel. Quant aux renoncements, ils s'illustrent

parfaitement avec le sort donné aux 4.000 lois héritées de l'UE. Pendant de longs mois, les tories se sont livrés à une course à l'échalote pour savoir qui démantèlerait ces réglementations le plus vite. Pendant sa campagne face à Liz Truss, il y a un an, l'actuel Premier ministre, Rishi Sunak, promettait de faire le tri en cent jours. Un délai jugé irréaliste tant ces directives ont irrigué le quotidien des Britanniques. Elles touchent aussi bien au droit du travail, qu'aux standards environnementaux, à la sécurité routière, au droit de la consommation... Dans un premier temps, le gouvernement a présenté un projet de loi prévoyant une « clause d'extinction » à la fin de 2023 pour toutes les lois qui n'auraient pas été incorporées dans le droit britannique. Autrement dit, il aurait fallu en quelques mois passer au peigne fin toutes les réglementations adoptées pendant cinq décennies d'appartenance à l'UE. Downing Street s'est rendu à l'évidence, et a décidé d'en supprimer seulement 800... En démantelant toutes ces lois, le gouvernement se serait heurté à la résistance des consommateurs, en mal de protection, mais surtout des entreprises, inquiètes face à l'incertitude réglementaire. Paradoxe de cette dérégulation, elle est vantée par les Brexiteurs comme une politique « pro-business », mais bien souvent, elle n'est pas souhaitée par le « business », notamment dans les industries, comme l'agroalimentaire ou l'automobile, où les chaînes d'approvisionnement sont intégrées. La divergence, dans ce cas, est essentiellement perçue comme source de com-

plexité. Cette opposition a, en particulier, contraint le gouvernement à faire marche arrière sur son projet de remplacer le « marquage CE », label qualité européen, par un équivalent britannique, le « UKCA ». Certains domaines font exception. Dans l'intelligence artificielle, par exemple, la Grande-Bretagne promet une approche à mi-chemin entre le « laisser-faire » américain et le cadre de strict de Bruxelles. Londres espère ainsi devenir la tête de pont des investissements en Europe. Là aussi, l'issue de cette initiative est incertaine. Par le passé, on a parfois pu observer un « effet Bruxelles », c'est-à-dire que l'Europe, en adoptant une réglementation stricte, a fini par imposer un standard mondial. Ce fut le cas notamment pour la protection des données personnelles avec le RGPD. Plus problématique encore pour le gouvernement de Rishi Sunak, il ne s'est pas toujours montré capable de légiférer plus rapidement que l'Europe. Derrière l'idée de liberté réglementaire, il y avait aussi la volonté d'être plus agile, d'éviter les interminables tractations et les compromis exigés par toute directive votée à l'échelle européenne. Mais les manœuvres à Westminster n'ont rien à envier aux méandres de Strasbourg. Ainsi, la nouvelle loi britannique sur la sécurité sur Internet (dite « Online Safety Bill »), otage de l'instabilité politique au Royaume-Uni, attend-elle toujours un ultime vote au parlement, deux ans après le début des débats. Son équivalent européen, le « Digital Services Act », est entré en vigueur il y a plusieurs mois déjà.

Les Echos

Les « plans B » pour la neutralité carbone

Par Philippe Aghion *

Les politiques d'adaptation et d'atténuation du réchauffement climatique sont complémentaires des démarches plus innovantes qui visent à inverser ce réchauffement. Au cours des dernières décennies, de multiples actions ont été engagées de par le monde pour lutter contre le réchauffement climatique : citons en particulier la mise en place du Système européen d'échange des quotas (ETS), la conversion française au nucléaire et aux énergies renouvelables, et tout récemment l'Inflation Reduction Act, qui subventionne fortement la production de véhicules électriques. Ce sont des politiques dites « d'atténuation », qui visent à réduire nos productions de gaz à effet de serre pour ralentir l'accroissement de la température mondiale. Il y a également les politiques « d'adaptation » au réchauffement climatique, en particulier la construction de digues pour protéger les populations contre l'augmentation du niveau de la mer, ou l'installation de systèmes de conditionnement d'air.

L'urgence et la gravité

On parle de « plans A » pour désigner les politiques d'atténuation et d'adaptation, et il faut évi-

demment tout faire pour accélérer et renforcer au maximum la mise en œuvre de ces politiques dans les années à venir. Cependant, ces plans A risquent de ne pas suffire, et ce pour plusieurs raisons. En premier lieu, la réaction du climat à l'augmentation de la température peut devenir beaucoup plus dramatique à partir d'un certain niveau de température. En second lieu, les plans A ne sont pas décidés par un planificateur unique mais au contraire par une multitude de pays et d'entreprises qui peinent à coordonner leurs actions, raisonnent souvent à très court terme et répondent à des incitations très locales. Et de fait, les températures n'ont cessé d'augmenter à la même vitesse et de façon quasi linéaire depuis 1990 malgré toutes les COP et tous les plans A mis en œuvre jusqu'à présent. D'où l'urgence de prendre au sérieux un troisième levier pour lutter contre le réchauffement climatique, celui de « l'amélioration ». C'est là qu'interviennent les « plans B », dont le but est d'inverser la tendance en faisant baisser les températures. Un premier plan B, qui fait l'objet de recherches actives, notamment au sein du département de physique de Harvard, relève de la « géo-ingénierie » et consiste à injecter des particules de soufre dans l'atmosphère : cette technologie s'appuie sur l'expérience des volcanologues, nous savons en effet que les éruptions volcaniques produisent un refroidissement de l'air. Un second plan

B consiste à placer des « abat-jour » géants dans l'espace pour limiter l'impact du soleil sur nos températures. D'aucuns ont choisi de rejeter toute idée de plan B au motif que cela découragerait la mise en œuvre des plans A. Nous pensons au contraire que la poursuite ouverte de ces plans B aura pour effet de souligner l'urgence et la gravité du problème climatique, et, par suite, d'accélérer la mise en œuvre des plans A qui demeure prioritaire. J'ai été marqué dans ma jeunesse par le film catastrophe « La Tour infernale », avec Paul Newman et Steve McQueen. Une gigantesque tour prend feu le jour de son inauguration, et après avoir tenté toute une série de plans A, on finit par recourir à un plan B, lequel consiste à faire exploser les réservoirs d'eau situés au sommet de la tour, pour éteindre l'incendie et finalement éviter des décès en masse. Je place évidemment beaucoup plus d'espoir dans les plans A climatiques, mais à l'évidence, il nous faudra des plans B opérationnels en réserve.

Source : Les Echos

* Economiste et professeur au Collège de France et à l'Insead

AVEC UNE INFLATION À 40% L'Égypte traverse la pire crise économique de son histoire

L'inflation a atteint 39,7% en Égypte en août, selon les chiffres officiels publiés dimanche, le plus haut niveau historique dans ce pays qui traverse la pire crise économique de son histoire. L'institut national des statistiques rapporte notamment une hausse annuelle de 71,9% des prix de l'alimentation, de 15,2% pour les transports et de 23,6% sur l'habillement.

L'Égypte a connu ces derniers mois une hausse de l'inflation et une dévaluation de près de 50%. Le pays de 105 millions d'habitants, premier importateur de blé mondial, subit de plein fouet la guerre entre l'Ukraine et la Russie, ses deux principaux fournisseurs. Entre mégaprojets du président Abdel Fattah el-Sissi, subventions sur de nombreux produits et politique monétaire de soutien de la livre égyptienne, sa dette a aussi explosé.

L'Égypte est désormais l'un des cinq pays du monde les plus exposés au risque de défaut de paiement de sa dette extérieure, selon l'agence Moody's. L'année dernière, le Fonds monétaire international a approuvé un prêt de trois milliards de dollars pour l'Égypte, dont la dette extérieure a plus que triplé en dix ans, atteignant un record de 165,4 milliards de dollars cette année, selon les chiffres du ministère du Plan.

Après avoir compté durant des années sur les renflouements des pays du Golfe en forme de dépôts à la Banque centrale, Le Caire peine désormais à vendre des actifs ou à ouvrir des projets sur son sol aux investisseurs du Golfe qui affirment désormais vouloir «des retours sur investissement».

PIB EN ARABIE SAOUDITE

Le pays qui connaît la croissance la plus rapide parmi les pays du G20

L'adhésion du Royaume au G20 est le résultat de son importance croissante dans l'exportation et la fixation des prix de l'énergie mondiale, ainsi que de l'augmentation du volume de son commerce international et son impact mondial, rapporte l'Agence de presse saoudienne.

Cette adhésion résulte également de l'augmentation de ses ressources financières, qui devraient s'accroître à l'avenir, renforçant ainsi le poids de l'Arabie saoudite dans l'économie mondiale.

Les politiques financières adoptées par le Royaume ont un large retentissement au niveau mondial, car elles ont une incidence sur l'activité économique et le commerce mondial en matière d'envois de fonds à l'étranger et de la politique d'investissement dans les valeurs mobilières mondiales. L'élargissement du cercle d'influence du rôle économique saoudien dans la région a également contribué au classement du Royaume parmi les meilleures économies émergentes du monde aux côtés d'autres pays émergents tels que la Chine, l'Inde et la Turquie, compte tenu du rôle économique du Royaume dans la région du Golfe arabe, du Moyen-Orient et des pays arabes.

Parmi les résultats positifs de son adhésion au G20, le Royaume dispose de canaux de communication réguliers avec les hauts responsables de la politique financière et économique mondiale, ce qui renforce la coopération bilatérale avec les principaux pays. L'appartenance du Royaume à ce groupe a renforcé l'importance d'une plus grande transparence, ainsi que des données financières et économiques relatives au Royaume, à l'instar des pays du monde développé. On s'attend à ce que la participation du Royaume à ce groupe conduise à la coordination et à la réforme de certaines politiques dans un ensemble de domaines financiers et économiques, ce qui permettra de poursuivre le développement des secteurs financiers et économiques et, en fin de compte, de servir au mieux les intérêts de l'Arabie saoudite et de son économie. La création de plusieurs villes économiques est l'aboutissement du potentiel économique global du Royaume. L'Arabie saoudite a également lancé la construction du projet de centre financier King Abdullah à Riyad sur une surface de 1,6

million de mètres carrés, formant ainsi l'un des principaux centres financiers du monde grâce à sa présence dans l'une des plus grandes économies de la région. Il s'agit du premier projet de ce type dans la région du Moyen-Orient en termes de taille, d'organisation, de spécifications techniques et d'équipement.

Ces dernières années, l'Arabie saoudite a mené un nombre record de réformes en matière de réglementation et de supervision du secteur bancaire. Ces réformes ont été saluées par un rapport de la Banque mondiale, qui l'a placée au 12e rang mondial sur 183 pays. Selon ce rapport, le Royaume, par son appartenance au G20 et en coordination avec les pays de ce groupe, déploie des efforts importants pour atteindre la stabilité et soutenir les pays en développement, en plus de sa contribution aux institutions régionales et internationales de développement.

Les décisions et les politiques économiques adoptées par l'Arabie saoudite au cours des années de développement global ont été marquées par la modération, car le Royaume s'est engagé à jouer un rôle actif et positif pour atteindre la stabilité économique mondiale et formuler un système économique mondial qui réalise une croissance économique planétaire équilibrée et durable qui préserve les intérêts de tous les pays développés et en voie de développement. L'OCDE a annoncé dans son rapport annuel « Perspectives économiques mondiales de l'OCDE » pour les années 2022 et 2023 que le PIB saoudien avait enregistré le taux de croissance le plus élevé parmi les pays du G20. L'économie saoudienne a enregistré une croissance de 8,7 % de son PIB, soit le taux le plus élevé parmi les pays du G20 en 2022. Ce taux a dépassé les attentes de l'organisation internationale, qui avait fixé le maximum à 8,3 %, tandis que le taux de croissance actuel est le taux annuel le plus élevé de la dernière décennie.

L'Arabie saoudite a obtenu la première place parmi les pays du G20 en ce qui concerne le taux de croissance de la productivité des travailleurs en 2022, selon

une série de lectures modélisées publiées chaque année par l'Organisation internationale du travail.

Cette augmentation de 4,9 % représente le taux de croissance de la productivité le plus élevé atteint par le Royaume, qui était à la traîne avec -6,3 % en 2019. Ensuite, en 2021, le taux de croissance de la productivité est passé à 4,4 %, avant d'atteindre son niveau le plus élevé en 2022.

L'Arabie saoudite a obtenu un score de 94,4 % lors d'un audit de sécurité réalisé par l'Organisation de l'aviation civile internationale. L'audit a révélé que le Royaume occupait la septième place parmi les pays du G20 en matière de sécurité aérienne. L'OACI effectue cet exercice dans le but de s'assurer que ses États membres respectent les normes internationales. L'Union internationale des télécommunications a montré que le Royaume se classait au deuxième rang des pays du G20 et au quatrième rang mondial en ce qui concerne le degré de maturité de ses systèmes numériques. Ce classement fait suite à la réussite du Royaume dans la mise en place d'un cadre réglementaire durable et dans l'adoption d'une réglementation numérique collaborative visant à renforcer l'économie numérique,

En tant que l'un des principaux pays dans le domaine des communications et des technologies de l'information au niveau des pays du G20, et sur la base de ses réalisations cumulées, le Royaume a été en mesure de transformer le groupe de travail sur l'économie numérique en un groupe de travail permanent, conduisant les pays du groupe à adopter une feuille de route vers un cadre commun sur la définition et la mesure de l'économie numérique, en plus d'adopter les principes d'une intelligence artificielle fiable centrée sur l'homme. Ces développements ont permis de consolider la position de l'Arabie saoudite au niveau régional et mondial en tant que centre technologique de premier plan.

EN PLEINE CRISE ÉCONOMIQUE

La BIAT augmente ses bénéfices de 321,6% sur la période 2015-2022

Les états financiers et les notes annexes approuvées par les commissaires aux comptes de la Banque Internationale Arabe de Tunisie (BIAT) publiés sur le site du Conseil du Marché Financier (CMF) révèlent que les bénéfices de la banque se sont accrus, compte tenu de l'effet de l'indice des prix à la consommation, sur la période 2015-2022 de 321,6%.

Selon les données des derniers états financiers semestriels de la banque et malgré les difficultés des entreprises notamment les PME et la baisse du pouvoir d'achat des tunisiens, le bénéfice de

la BIAT a atteint un record jamais enregistré au secteur bancaire à 222,9 millions de dinars (MD) pour le premier semestre 2023 contre 208,7 MD durant la même période de l'année précédente et 299,7 MD pour toute l'année 2022. Cette hausse du résultat semestriel revient principalement à l'accroissement des produits d'exploitation bancaire durant la période juin 2022 – juin 2023 de 872,2 à 1056,6 MD soit une augmentation de 184,4 MD ou 21,1% tenant en particulier à la progression des intérêts perçus sur les crédits accordés à l'Etat et les opérations financières (96,1 MD), les

intérêts et revenus assimilés (678,1 MD) et les commissions perçues (124,6 MD). Ainsi, la valeur de l'accroissement des charges d'exploitation bancaire qui s'est limitée à 364,4 MD a permis l'enregistrement d'une augmentation du produit net bancaire durant le premier semestre 2023 de 94,5 MD ou 15,8%. Toutefois, l'engouement de la banque pour le développement de son activité d'exploitation a impacté son rôle en terme d'acteur boostant l'investissement puisque les flux de liquidité provenant de l'activité investissement ont baissé au premier semestre écoulé, d'après les

données publiées, de 56 MD.

Dans ce contexte et en termes d'engagements, les crédits immobiliers et acquéreurs accaparent une partie importante des créances sur la clientèle en s'élevant à fin juin dernier à 3245 MD alors que les crédits commerciaux et industriels sont de l'ordre de 6890 MD. Les comptes débiteurs de la clientèle sont évalués à 1221,2 MD. Par ailleurs, les frais du personnel sont passés entre juin 2022 et juin 2023 de 128,4 MD à 145,3 MD, enregistrant ainsi une augmentation de 16,9 MD tandis que les charges générales d'exploitation ont

NIGERIA

La Banque centrale annonce une baisse du déficit budgétaire

Le déficit budgétaire global du Nigeria a diminué de 18,15% au cours des 5 premiers mois de 2023, selon la Banque centrale. Pour le 2nd semestre, l'institution projette une baisse du déficit en raison des efforts du gouvernement pour mieux gérer les dépenses.

La Banque centrale du Nigeria (CBN) a annoncé une baisse du déficit budgétaire au 3e et 4e trimestres 2023, lors d'une réunion de son comité de politique monétaire tenue les 24 et 25 juillet derniers. L'information a été rendue publique le jeudi 6 septembre. Selon le CPM, cette baisse s'explique par « les efforts récents du nouveau gouvernement pour mieux gérer les dépenses et améliorer les recettes pétrolières et non pétrolières ». Dès son investiture en mai, le président Tinubu a lancé une série de réformes pour relancer l'économie nigériane. Celles-ci comprennent entre autres la cession des participations de l'Etat dans plusieurs entreprises publiques, la suppression des subventions sur le carbu-

rant, ainsi que l'unification du taux de change de la monnaie nationale. S'exprimant sur le secteur budgétaire, l'institution bancaire a expliqué que les recettes et dépenses du gouvernement ont été inférieures aux prévisions entre janvier et mai 2023. « Les recettes conservées par le gouvernement fédéral s'élevaient à 1 670 milliards de nairas, ce qui est inférieur à l'objectif proportionnel de 1 960 milliards de nairas, en raison de la sous-performance des recettes du Comité d'allocation du compte de la Fédération (FAAC) et des recettes indépendantes brutes », a-t-elle précisé. Les dépenses totales quant à elles se chiffrent à 6,03 milliards \$, contre 8,3 milliards \$ dans l'estimation budgétaire initiale, soit 27,8% moins sur la période sous revue. Au vu de ces tendances, le dé-

ficit budgétaire global du pays a diminué de 18,15% au cours des 5 premiers mois de 2023, indique la Banque. La croissance économique du Nigeria s'est affaiblie au cours du 1er semestre 2023, principalement en raison d'une inflation élevée et croissante, des problèmes budgétaires et de la conjoncture économique mondiale, selon la CBN. « La sous-performance du secteur pétrolier, associée à des subventions aux carburants insoutenables, exacerbe encore les problèmes budgétaires », a-t-elle ajouté. Notons que le déficit budgétaire global du Nigeria s'élève à 1,3 milliards \$. Cela représente 4,78 % du PIB estimé pour cette année, avec une croissance attendue à 3,75%, selon l'Office nigériane du budget.

MADAGASCAR

Le Canadien NuRAN Wireless annonce la création d'une filiale

L'AFRAA recherche des solutions pour les paiements en devises retardés de ses compagnies membres. A la fin du 1er trimestre de 2023, 339,1 millions \$ restaient non débloqués dans 15 pays. La gestion aérienne fragmentée et les taxes élevées compliquent la situation. L'Association des compagnies aériennes africaines (AFRAA) envisage de rencontrer les banques centrales des pays où atterrissent ses compagnies membres. L'objectif est de résoudre de manière définitive la question des paiements en devises, qui sont constamment li-

bérés avec retard. À la fin du premier trimestre 2023, six compagnies aériennes africaines réclamaient un total de 339,1 millions \$ de paiements en devises non libérés dans 15 pays, dont 13 en Afrique, selon un communiqué consulté par l'Agence Ecofin. Le blocage des paiements en devise des compagnies aériennes africaines, bien qu'en recul, persiste, tandis qu'elles peinent à retrouver le niveau de chiffre d'affaires qu'elles réalisaient avant la crise de Covid-19. Dans un contexte de hausse constante du prix du Jet A1

(carburant des avions), le produit a connu une hausse de 22\$ pour atteindre 126,37\$/bbl à la fin du mois d'août. C'est une charge conséquente pour des compagnies aériennes qui génèrent leur chiffre d'affaires en monnaies locales, mais doivent assumer cette dépense en dollars américains. De plus, la valeur de cette monnaie s'apprécie face à de nombreuses devises africaines. La fermeture des frontières durant la Covid-19, la montée en puissance du dollar américain, l'augmentation des prix du carburant... sont autant de facteurs qui alourdissent le bilan finan-

cier des compagnies aériennes africaines. Nombre d'entre elles doivent encore rembourser des emprunts contractés en dollars pour acquérir des aéronefs. L'Afrique a du mal à adopter une stratégie commune de gestion de son ciel. Les pays, individuellement, continuent d'appliquer des taxes d'aéroport élevées, ce qui limite la croissance du nombre de passagers transportés. Dans un tel contexte, chaque dollar retenu représente un défi majeur en matière de trésorerie pour les entreprises du secteur.

POUR STIMULER L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

La Communauté de l'Afrique de l'Est appelle ses Etats membres à soutenir les TIC

La Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) a exhorté ses Etats membres à adopter plus largement les technologies de l'information et de la communication (TIC) afin de soutenir les aspirations de la région à devenir une économie numérique. Selon un communiqué publié mercredi soir par la CAE, cet appel a été lancé lors de la 10e édition du Forum sur la gouvernance d'Internet en Afrique de l'Est, qui s'est tenu à Kigali, la capitale rwandaise. Le forum a exhorté les Etats membres de la CAE - le Burundi, le Kenya, le Rwanda, le Soudan du Sud, la Tanzanie, la République

démocratique du Congo et l'Ouganda - à prendre des mesures proactives pour faire en sorte qu'Internet continue d'être une force de changement positive dans la région, indique le communiqué. Organisé conjointement par la CAE et le ministère rwandais des TIC et de l'Innovation par le biais de la Rwanda Internet Community and Technology Alliance (RICTA), ce forum s'est tenu sous le thème "l'Internet que nous voulons - Emanciper tous les peuples d'Afrique de l'Est". Yves Iradukunda, secrétaire permanent au ministère des TIC et de l'Innovation du Rwanda, a déclaré qu'Internet était essentiel pour faciliter la transformation de la région

en une économie numérique. "Pour créer l'Internet que nous désirons, nous devons veiller à ce qu'il soit accessible à tous et qu'il ne soit pas trop cher. Nous devons donc œuvrer à un Internet abordable en tirant parti du pouvoir de la concurrence", a-t-il indiqué. Il a appelé les acteurs du secteur des TIC à développer des contenus et des applications pertinents au niveau local et dans divers domaines, dont notamment l'éducation, la santé, l'environnement, l'agriculture, des produits utiles aux communautés locales. Le forum a servi de plateforme aux parties prenantes de la région pour délibérer sur diverses questions cruciales liées à Internet.

CRYPTOMONNAIE Une institution camerounaise s'aligne sur la RCA et annonce une collaboration en cours avec le Nigeria

Au Cameroun, le Centre national de développement de l'informatique recommande la création d'un portefeuille de cryptoactifs s'alignant presque sur les idées de la République centrafricaine. Il annonce aussi une collaboration avec IBM sur une solution de paiement transfrontalier digital avec le Nigeria. Dans une note rendue publique le 27 juillet dernier, le Centre national de développement de l'informatique (CENADI), une institution rattachée au ministère des Finances et qui revendique une place de conseil du gouvernement sur les questions informatiques, a préconisé la constitution d'un portefeuille de cryptoactifs destinés, par exemple, à certaines dépenses de souveraineté. « Il s'agit, par le biais des transactions au sein de l'écosystème, de comprendre précisément les habitudes de nos populations et celles de la sous-région, et d'être en mesure d'apporter des réformes fiscales, juridiques et réglementaires pertinentes dans l'intérêt supérieur du Cameroun », a déclaré l'institution, saluant l'initiative de la République centrafricaine et dénonçant le retard pris par la Banque centrale, à la traîne au même titre que des pays en conflit. Cette publication du CENADI est complexe à appréhender. L'institution attribue plusieurs fonctionnalités à une cryptomonnaie camerounaise qui serait créée si sa proposition était acceptée. Elle vise à limiter la propagation de « paradis fiscaux d'un genre nouveau aux effets potentiellement dévastateurs » pour l'économie et à renforcer les dépenses de souveraineté. Elle mentionne également une avancée sur une initiative visant à établir des passerelles de paiement entre le e-naira (cryptomonnaie émise par la Banque centrale du Nigeria) et un actif comparable développé par le Cameroun. « Le CENADI, en collaboration avec IBM, travaille à élaborer le cadre expérimental d'un Hackathon digital qui rassemblera, outre la communauté des développeurs, des experts fiscaux, douaniers, juristes, la Banque centrale et les opérateurs économiques, afin d'évaluer les scénarios de faisabilité pouvant être mis en œuvre à grande échelle pour un paiement transfrontalier e-naira #e-CFAToken », peut-on lire dans la publication.

AVEC LES TENSIONS SUR LES PRIX

Le CAC 40 perd encore près de 0,8% sur la semaine

Les Bourses européennes ont terminé sur une note hésitante vendredi, à l'issue d'une semaine riche en données et avant une décision de politique monétaire décisive de la Banque centrale européenne (BCE).

La Bourse de Paris clôture en hausse de 0,6% pour cette dernière séance de la semaine. Mais en rythme hebdomadaire, le bilan reste négatif pour le CAC 40 (-0,77%) qui a été chahuté par les craintes sur les taux et l'inflation. Les investisseurs ont dû faire preuve de patience et attendre la dernière séance de la semaine pour voir la Bourse de Paris prendre une teinte bien verte. Hésitante en début de parcours, la place parisienne s'est relancée dans l'après-midi portée par des rachats à bon compte à New-York. Notamment sur Apple qui reprend des couleurs après avoir englouti pas loin de 200 milliards de dollars de capitalisation boursière en deux jours, à la suite d'informations de presse du Wall Street Journal concernant la Chine. La légère détente sur les rendements obligataires apporte un soutien aux Bourses européennes. Le taux du Bund allemand à 10 ans

s'inscrit à 2,6010% contre 2,657% en milieu de semaine. Le CAC 40 clôture donc en hausse de 0,62% à 7.240,77 points au lendemain d'une clôture à l'équilibre (+0,03%). Le bilan reste toutefois négatif (-0,77%) sur une semaine marquée par les craintes sur la situation des économies notamment en Chine et en Europe, auxquelles s'ajoutent de nouveaux signes de tensions inflationnistes. La Banque centrale européenne tiendra sa réunion de politique monétaire la semaine prochaine, le 14 septembre. Selon une enquête de Reuters, une majorité d'économistes attend un statu quo sur les taux. La Réserve fédérale américaine rendra son verdict sur ses taux directeurs une semaine plus tard.

Worldline tente un rebond, le luxe aussi. Du côté des valeurs, Worldline a regagné 3,3% après avoir perdu plus de 7% sur les trois dernières séances. Le secteur du luxe qui était à la peine ces dernières séances, a

également repris des couleurs. LVMH a pris la tête de ce mouvement de reconquête boursière avec un gain de 2,2% à la clôture, suivi de Kering (+1,5%) et de Hermès (+0,8%). Au contraire Renault, qui restait sur trois séances dans le vert, termine sa course dans le rouge (-0,9%). Hors indice phare, Stef a gagné 2,8%, les résultats semestriels ressortis supérieurs aux attentes, ont reçu un accueil favorable. En revanche, Abivax a cédé 2,1% après avoir fait un point d'étape jeudi sur son activité opérationnelle et commerciale.

Une introduction en Bourse devrait par ailleurs bientôt survenir sur la cote parisienne puisque Imeon Energy, qui conçoit une solution visant à améliorer le rendement des installations solaires via l'intelligence artificielle, compte lever 8 millions d'euros sur Euronext Growth. Sur les autres marchés, l'euro grappille 0,1% à 1,7012 dollar. Le pétrole évolue en hausse. Le contrat de novembre sur le Brent de la mer du Nord avance de 0,9% à 90,73 dollars le baril, tandis que le contrat d'octobre gagne 0,8% à 87,50 dollars le baril.

EN DEUX JOURS

Apple a englouti pas loin de 200 milliards de dollars de capitalisation boursière

L'action a perdu 2,92% à Wall Street jeudi après avoir déjà perdu 3,6% la veille, plombée par les informations de presse sur les interdictions de la Chine. Mais faut-il vraiment s'inquiéter pour le groupe de Cupertino? Avec Apple, tout mouvement boursier se chiffre forcément en dizaines voire en centaines de milliards de dollars. Première capitalisation boursière mondiale, le groupe de Cupertino a encore chuté de 2,92% jeudi à Wall Street, baisse qui fait suite au précédent repli de 3,6% de la veille. En cumulé, le titre a perdu 6,5% en deux séances. Ce qui se traduit par une baisse de sa capitalisation boursière (la valeur en Bourse de l'ensemble de ses actions) de près de 200 milliards de dollars (190 milliards de dollars selon Deutsche Bank). La chute du titre est due, depuis deux séances, aux informations de presse du Wall Street Journal concernant la Chine. Mercredi, le quotidien américain des affaires a rapporté que les autorités chinoises avaient interdit aux employés d'agences gouvernementales d'utiliser ou d'apporter des iPhone (ou des téléphones étrangers) au bureau. Jeudi, Bloomberg a de son côté rapporté que cette interdiction pourrait être élargie à "une pléthore" d'autres entités, c'est-à-dire d'autres agences contrôlées par le gouvernement ainsi qu'aux entreprises publiques. Ces informations jettent le doute sur le risque politique chinois pour Apple, alors que la Chine comptait pour 19,2% de ses ventes dans ses derniers résultats trimestriels (15,76 milliards de dollars pour la période de trois mois achevée le 1er juillet).

De plus, selon le Wall Street Journal, les ventes générées dans le pays se sont traduites, ces derniers exercices, par une marge opérationnelle supérieure de 12 points de pourcentage à celle du groupe dans son total. Il s'agit également d'un pays où la production d'Apple est gigantesque, via notamment ses liens avec son fournisseur Foxconn.

Un marché qui "aboie" "La plus grande menace pour Apple à quelques jours du lancement de son prochain iPhone pourrait être une résurgence du nationalisme chinois qui inciterait les consommateurs à fuir son appareil", note John Plassard de Mirabaud. Apple doit, en effet, présenter l'iPhone 15 lors d'une keynote qui se déroulera le 12 septembre. "Si Pékin va de l'avant, ce blocus sans précédent sera le point culminant d'un effort de plusieurs années visant à éradiquer l'utilisation de technologies étrangères dans des environnements sensibles, et coïncidera avec les efforts de Pékin pour réduire sa dépendance à l'égard des logiciels et des circuits américains", souligne Bloomberg. Pour le Wall Street Journal, Apple apparaît comme un énorme "pion" dans ce jeu de dames auquel se livrent Pékin et Washington. "Si Apple n'est pas en mesure d'esquiver les balles entre les États-Unis et la Chine, qui le sera?", s'inquiète le quotidien américain.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 07 Septembre 2023 Valeur : 11 Septembre 2023				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	137.0466	137.0616
1	EUR	EURO	146.9825	147.0123
1	GBP	POUND STERLING	170.9237	171.0064
100	JPY	JAPANESE YEN	92.9192	92.9357
1	CNY	CHINESE YUAN	18.7064	18.7092
1	CHF	SWISS FRANC	153.6397	153.6737
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	100.4299	100.4703
1	DKK	DANISH KRONE	19.6864	19.6902
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.3260	12.3302
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.7678	12.7732
1	AED	UAE DIRHAM	37.3099	37.3170
1	SAR	SAUDI RIYAL	36.5350	36.5449
1	KWD	KUWAITI DINAR	444.0914	444.2840
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.3992	43.8353
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.4633	13.4647
1	LYD	LIBYAN DINAR	28.1890	28.3331
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.6151	3.6154
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	181.2919	181.2919

Les Bourses occidentales finissent dans le vert une semaine sous tension

Les Bourses occidentales ont progressé vendredi, sans combler les pertes de la semaine, marquée par les secousses des cours des grosses capitalisations comme le luxe en Europe ou la technologie aux États-Unis. En Europe, Paris a pris 0,62%, Londres 0,49%, Milan 0,28% et Francfort 0,14% selon des données définitives. Sur les cinq séances, seule Londres termine en léger gain (+0,20%). A Wall Street, le Dow Jones a grignoté 0,22%, l'indice Nasdaq s'est contenté de 0,09% et l'indice élargi S&P a lui pris 0,14%. L'actualité sur le plan des indicateurs économiques était malgré vendredi. Les investisseurs restent donc sur les nouvelles de la semaine: "la récente remontée des prix de l'énergie pourrait, si elle devait se confirmer, mettre à mal l'opinion majoritaire selon laquelle les hausses de taux d'intérêt seraient derrière nous", écrit Gilles Guibout, responsable des actions européennes chez AXA IM. Sur la semaine, les prix du pétrole ont atteint des plus hauts de l'année, augmentant les pressions inflationnistes. Face à cette situation, les banques centrales pourraient décider de s'en tenir à leur cap restrictif, même si l'économie européenne ne cesse de donner des signes d'affaiblissement. Aux États-Unis à l'inverse, c'est la vigueur de l'activité visible dans certains indicateurs qui fait craindre un nouveau tour de vis de la Banque centrale américaine. Les principales banques centrales occidentales tiennent leurs

réunions au cours des deux prochaines semaines. Sur le marché obligataire, les taux des emprunts des États restaient stables en Europe et aux États-Unis, après être remontés au cours de la semaine. Le titre Apple, première capitalisation mondiale, est remonté de 0,35% vendredi, après avoir chuté de plus de 5% lors des deux séances précédentes. Le cours du gaz naturel européen grimpait après le début d'une grève sur des installations gazières en Australie. Le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne, prenait plus de 5%, à 34,56 euros le mégawattheure (MWh). Le pétrole poursuivait sa hausse, poussé par "la persistance d'une offre largement insuffisante et la baisse des stocks" aux États-Unis, selon les analystes de DNB. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre a pris 0,81%, pour clôturer à 90,65 dollars, un sommet en clôture depuis mi-novembre. Quant au baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, avec échéance en octobre, il a gagné 0,73%, à 87,51 dollars. Soutenus par l'escalade des cours de l'or noir, les pétroliers ont été recherchés, à l'image d'ExxonMobil (+1,46%), à son plus haut depuis plus de quatre mois, ou de ConocoPhillips (+0,83%). Le dollar était quasiment à l'équilibre face à l'euro (-0,03%), à 1,0700 dollar pour un euro, consolidant d'importants gains sur la semaine par rapport aux autres devises.

Le G 20 s'engage sur les énergies renouvelables

C'est une première : les membres du G20 ont exprimé leur soutien au triplement de la production d'énergies renouvelables d'ici 2030, afin d'adresser la crise climatique. Mais cette déclaration inédite est loin d'éclipser l'absence de prise de position sur la production de gaz et de pétrole.

Profondément divisé sur le pétrole, le G20 a une fois de plus échoué à s'accorder sur une sortie des énergies fossiles samedi. Mais pour la première fois, le sommet a exprimé son soutien à un triplement des renouvelables d'ici 2030. Cette déclaration fait office de « lueur d'espoir » pour les plus optimistes, tandis que les critiques la qualifie de « strict minimum », à trois mois de la COP28. Le sujet du rôle critique des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon...) dans l'accélération de la crise climatique agite les négociations internationales cette année, à l'approche de la 28ème Conférence climat des Nations unies - la fameuse COP28-, qui se tiendra en décembre à Dubaï. En amont du G20, le premier bilan d'étape officiel de l'Accord de Paris publié vendredi par l'ONU Climat estime qu'une sortie des énergies fossiles dites « sans captage de dioxyde de carbone (CO2) » est « indispensable ». Le G7 avait approuvé ce principe au printemps, certes sans s'engager sur un calendrier. Malgré ce début d'élan politique, le G20 continue d'esquiver le sujet, au terme de son sommet à New Delhi. Pourtant, son engagement est indispensable puisque ses pays membres (Etats-Unis, France, Japon, Indonésie, Brésil...) produisent 80% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Résultat : dans sa déclaration finale, le G20 se contente d'appeler à « accélérer les efforts vers la réduction de la production d'électricité à partir de charbon ». Autrement dit, les membres du sommet s'abstiennent de tout engagement supplémentaire

sur le gaz et le pétrole. « Les dirigeants se sont mis d'accord sur le strict minimum, c'est-à-dire une répétition de l'engagement du G20 de Bali en 2022 sur la réduction progressive du charbon », a déploré auprès de l'AFP Lisa Fischer, experte du cercle de réflexion E3G. Parmi les Etats membres du G20 se trouvent de grands producteurs de pétrole comme l'Arabie saoudite, la Russie ou les Etats-Unis, de fait réticents sur une limitation de la consommation. Alors que l'année 2023 est en voie de devenir la plus chaude jamais mesurée, « ce G20 était censé montrer la voie vers un avenir sans énergies fossiles », a réagi Friederike Roder, vice-présidente de l'ONG Global Citizen, dénonçant « un très mauvais signal pour le monde ».

Un accord sur la nécessité de réduire les émissions
Malgré leur mutisme sur certaines questions essentielles, les dirigeants du G20 reconnaissent que la limitation du réchauffement à 1,5 °C, l'objectif le plus ambitieux de l'accord de Paris, « nécessite une réduction rapide, forte et soutenue des émissions de 43% d'ici 2030 par rapport à 2019 ». Ces chiffres font écho aux recommandations du Giec (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat de l'ONU). Le G20 a aussi affirmé qu'il « poursuivra et encouragera les efforts visant à tripler les capacités en matière d'énergies renouvelables » d'ici 2030, un objectif qui semble désormais à portée de main pour un consensus à la COP28. « Il s'agit d'une avancée significative et surprenante de la part du

G20 », s'est félicitée Aditya Lolla, du groupe de réflexion sur l'énergie Ember, saluant « un grand revirement de la part de l'Arabie saoudite et de la Russie ». De quoi satisfaire le président de la COP28, Sultan Al Jaber, qui salue un « signal fort en faveur du progrès climatique ». Pourtant, la réduction des énergies fossiles figure parmi ses ambitions pour le sommet de décembre. Egalement patron de la compagnie pétrolière nationale émiratie ADNOC, il juge lui-même la nette réduction des énergies fossiles « inévitable et essentielle »... à condition d'avoir mise en place un système énergétique propre pour prendre le relai.

L'heure du concret ?
La déclaration du G20 note que pour atteindre ces objectifs, les investissements dans le domaine du climat doivent « augmenter considérablement », notamment par le biais d'un financement plus ambitieux de la part des banques et institutions multilatérales, revendication cruciale et constante des pays en développement. L'engagement sur les renouvelables est « une lueur d'espoir dans notre lutte contre le chaos climatique », a pour sa part salué Andreas Sieber de l'ONG 350.org, à la condition que les pays riches « fournissent les financements nécessaires » aux plus pauvres. L'Inde, pays hôte, a profité de sa présidence pour se positionner comme la voix des pays du Sud et presser les pays riches à respecter leurs engagements existants, dont celui, non atteint depuis 2020, de porter l'aide climatique annuelle à 100 milliards de dollars.

ETATS-UNIS

Un syndicat des employés de l'automobile rejette les propositions des constructeurs

Le président de l'United Auto Workers (UAW), Shawn Fain, a déclaré que le syndicat américain souhaitait conclure un accord avec Stellantis, General Motors et Ford, mais que la possibilité d'une grève n'était pas écartée si les trois constructeurs ne présentaient pas de meilleures offres. M. Fain a annoncé vendredi que l'UAW avait rejeté les propositions de la société mère de Chrysler, Stellantis, GM et Ford Motor, alors que les conventions collectives de quatre ans existant entre le syndicat et les constructeurs doivent expirer le 14 septembre. "Nous voulons un accord. Nous sommes prêts à un accord. Mais ce doit être un accord qui respecte nos sacrifices et nos contributions", a déclaré Shawn Fain. "Si nous atteignons 23h59 jeudi... il y aura, si nécessaire, une grève". Les négociations devraient se poursuivre ce week-end. L'UAW a déclaré chercher à obtenir des améliorations "audacieuses" en matière de salaires et d'avantages sociaux, notamment des augmentations de salaires de plus de 40% sur quatre ans, des congés supplémentaires importants et le rétablissement des retraites à prestations définies qui avaient été supprimées pour les travailleurs les plus récents.

CHINE

Les prix à la consommation ont progressé en août

Les prix à la consommation en Chine sont repassés en territoire positif en août, alors que la baisse des prix à la production a ralenti, les pressions déflationnistes s'atténuant dans un contexte de stabilisation de l'économie. Les données publiées samedi par le Bureau national des statistiques (BNS) montrent que l'indice des prix à la consommation (CPI) a progressé de 0,1% en rythme annuel le mois dernier, contre une baisse de 0,3% en juillet. Les analystes attendaient une hausse de 0,2%. L'indice des prix à la production (PPI) a reculé à 3,0% en rythme annuel en août - en ligne avec les attentes des analystes - après une baisse de 4,4% le mois précédent. La Chine est devenue en juillet le premier pays du G20 à annoncer une baisse sur un an des prix à la consommation depuis la publication par le Japon d'un recul en août 2021. Les données publiées jeudi par les douanes chinoises ont montré que les exportations et les importations avaient moins reculé que prévu, ce qui pourrait augurer d'une stabilisation du ralentissement de l'économie. Le gouvernement chinois a mis en place ces dernières semaines une série de mesures pour stimuler la croissance et lutter contre les pressions déflationnistes. Le Premier ministre chinois Li Qiang a déclaré que la Chine devrait atteindre son objectif de croissance d'environ 5% pour 2023.

AFGHANISTAN

Hausse «considérable» du trafic de méthamphétamine, selon l'ONU

La culture du pavot à opium, utilisé notamment pour la fabrication de l'héroïne, a été «strictement interdite» par le chef suprême des talibans Hibatullah Akhundzada en avril 2022. Si le commerce de l'héroïne s'est ainsi ralenti, note un rapport des Nations unies publié dimanche, en revanche le trafic de méthamphétamine (ou «crystal meth») en Afghanistan et dans les pays voisins «s'est intensifié depuis l'interdiction». L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) s'est fondé sur les saisies à grande échelle de méthamphétamine présumée produite par des Afghans,

effectuées de l'Europe à l'Asie du Sud-Est en passant par le Moyen-Orient et l'Afrique. Dans son rapport, il constate une «augmentation considérable, presque douze fois plus importante, des saisies de drogue en cinq ans, passant de 2,5 tonnes en 2017 à 29,7 tonnes en 2021». Cela indique une expansion de la production de la drogue, qui peut être facilement fabriquée sur des petites surfaces agricoles et avec peu de main-d'œuvre dans des laboratoires de fortune difficiles à tracer, note-il. La plante éphédra à la source de l'éphédrine, ingrédient clé ou «précurseur» entrant dans la composition de la méthamphé-

tamine, pousse à l'état sauvage et en abondance dans le pays. Néanmoins, l'ONUDC souligne que la production de méthamphétamine en Afghanistan ne repose probablement pas uniquement sur cette plante en raison des quantités massives nécessaires pour produire un kilogramme de drogue et des conditions de récolte difficiles. Il faudrait entre 6.500 et 11.700 tonnes d'éphédra pour fabriquer la totalité des 29,7 tonnes de méthamphétamine saisies en 2021 en Afghanistan et dans ses environs. Les autres sources d'éphédrine sont les produits pharmaceutiques tels que les médicaments contre le rhume et les éphé-

drines chimiques produites en vrac et présentes en masse dans la région. «La coordination régionale ciblant le détournement et la contrebande de précurseurs chimiques est essentielle pour mettre fin à l'expansion continue de la fabrication illicite de méthamphétamine en Afghanistan et dans les environs», a déclaré Ghada Waly, directrice exécutive de l'ONUDC. Les autorités talibanes n'ont pas pu être jointes dans l'immédiat pour un commentaire. La méthamphétamine a fait irruption sur la scène afghane au cours de la dernière décennie, exacerbant un fléau de toxicomanie déjà omniprésent.

NISSAN LEAF 2023

La voiture électrique accessible à tous

Dans un marché où la demande surpasse clairement l'offre, l'accès à une voiture électrique semble devenir de plus en plus difficile. Certains constructeurs ont décidé de profiter de la situation et ils ont eu vite fait d'éliminer les versions les plus dispendieuses, en l'occurrence les moins profitables, de leur gamme.

Chez Nissan on a opté pour une stratégie différente en proposant la Leaf à un prix plus bas pour 2022. Certes, il y a eu une légère augmentation pour 2023, mais elle n'en reste pas moins l'une des voitures électriques les plus abordables sur le marché pour autant.

Pour 2023, la Nissan LEAF bénéficie de quelques améliorations esthétiques ainsi que de nouvelles jantes qui sont assez jolies d'ailleurs. Bien entendu, la petite familiale du constructeur japonais propose toujours des technologies de pointe ainsi que plusieurs éléments de commodités. Finalement, c'est l'une des rares voitures électriques de son segment qui propose plus d'un choix au niveau des groupes motopropulseurs. Ainsi, la Nissan LEAF 2023 reste l'une des voitures électriques les plus intéressantes et compétitives sur le marché.

Design

Pour être honnête avec vous, je n'étais pas particulièrement adepte de la première génération de Leaf sur le plan esthétique. Cette dernière est arrivée sur le marché à une époque où les voitures hybride ou électrique étaient très différentes des autres véhicules pour ne pas dire qu'elles semblaient provenir d'une autre planète. Heureusement, Nissan s'est ravisé avec la Leaf de seconde génération qui arbore un design plus cadré tout en restant assez unique. D'ailleurs, depuis que cette nouvelle génération est débarquée sur le marché, elle n'a pas cessé de se raffiner et c'est aussi le cas pour 2023 où elle reçoit quelques améliorations esthétiques. Bien entendu, on ne parle que de modifications mineures notamment au niveau des déflecteurs, de l'aileton ainsi que du diffuseur arrière, mais ces éléments à eux sont suffisés à rehausser le style de la Leaf 2023 qui est franchement très jolie.

Tout comme c'est le cas pour l'extérieur, les changements intérieurs de la voiture sont assez subtils. L'emblème sur le volant a été changé et la Leaf 2023 nous propose une nouvelle vidéo de démarrage. Pour le reste, c'est essentiellement la même chose que le modèle de l'an dernier.

La Nissan est une véritable innovation technologique sur 4 roues et l'une des caractéristiques les plus intéressantes qu'elle nous propose, c'est le e-Pedal qui vous permet de conduire en n'utilisant qu'une seule pédale autant pour le freinage que l'accélération. Ce n'est pas de la science-fiction et c'est un élément avec lequel on devient confortable assez rapidement je dois dire. La Nissan Leaf 2023 propose également l'un des systèmes de conduite autonome les mieux calibrés sur le marché. Sans parler de toutes les autres caractéristiques de sécurité qu'elle propose.

ACURA INTEGRA 2023

Vive la nostalgie!



Ayant grandi dans les années 90, l'Acura Integra est l'une des premières voitures à laquelle je me suis intéressé. Lorsque j'étais ado, c'était la voiture la plus cool, littéralement. Elle était jolie et ses performances étaient impressionnantes pour l'époque. Ainsi, inutile de vous dire qu'Acura m'a pris par les sentiments en annonçant le retour de l'appellation Integra dans sa gamme. À l'époque, c'était une voiture rebelle, mystérieuse et désirable à tous les niveaux. L'ILX était une excellente voiture et une légitime héritière de la lignée, mais le nom Integra est puissant et accompagné d'une certaine notoriété.

Pour être franc avec vous, l'Acura ILX ne m'a jamais vraiment parlé, et ce, même si c'était probablement l'une des meilleures petites voitures jamais produites par Acura. Suivant l'arrivée d'une nouvelle génération de Honda Civic, la voiture sur laquelle l'ILX était basée, Acura a décidé de prendre une direction différente avec sa nouvelle petite berline et c'est là que le nom Integra refait surface. Le plus ironique, c'est que contrairement à l'ILX, la nouvelle Integra ressemble beaucoup à la Honda Civic, mais ce n'est pas ce qui va empêcher la nouvelle Integra de nous faire vivre des émotions fortes.

Même si sa silhouette est très similaire à celle de la Honda Civic, la nouvelle Acura Integra demeure assez différente pour qu'on ne puisse pas directement la relier à sa cousine. Elle bénéficie d'une face avant plus sportive avec la superbe calandre Acura en forme de diamant et qui donne l'impression que la voiture est en mouvement même lorsqu'elle est à l'arrêt. L'Acura Integra propose aussi des pare-chocs, des phares et des feux arrière différents de ceux de la Civic. Ainsi, peu importe ce qu'on en dit, c'est une voiture à part entière. Encore une fois, le design intérieur de l'Acura Integra s'inspire allègrement de celui

de la Honda Civic. Les matériaux sont différents de même que les animations sur les différents écrans, mais le design reste essentiellement le même que pour la Civic. Toutefois, l'Acura Integra propose des sièges différents de ceux de sa cousine. Ils sont plus confortables et offrent davantage de support, ce qui est une bonne chose puisque l'Integra reste avant tout une voiture sportive. C'est d'ailleurs quelque chose qu'on ressent immédiatement lorsqu'on met les mains derrière le volant de la nouvelle Integra. Ainsi, je crois qu'on peut dire que c'est mission réussie pour le constructeur japonais.

JEEP RENEGADE 2022

Il est encore là!

L'an dernier, Jeep a vendu 295 Renegade alors que des modèles comme le Wrangler et le Grand Cherokee, eux, se vendent à plusieurs milliers d'exemplaires chaque mois. Certes, on aime les grands véhicules en Amérique du Nord, mais est-ce là une raison pour boudier un modèle que le Renegade? À mon avis, le petit VUS du constructeur « américain » mérite certainement davantage d'attention, car c'est un véhicule huppé, haut en couleur et ses compétences en matière de conduite hors route demeurent intéressantes. Sans compter qu'il affiche un sacré charme. En fait, c'est peut-être ça le problème, le Jeep Renegade est un modèle moins générique avec une forte personnalité, ce qui signifie qu'il ne peut clairement pas plaire à tout le monde.

Après, pour la petite anecdote, je ne vous cacherai pas que le fait qu'il soit basé sur un modèle Fiat a de quoi repousser certains acheteurs. La marque italienne n'a pas connu le succès escompté en Amérique du Nord et elle est aujourd'hui pratiquement disparue. Maintenant, est-ce que cela veut dire que le Jeep Renegade est un mauvais véhicule et un mauvais choix? Il est clair à mon sens que le Jeep Renegade n'est pas un modèle de peloton, mais il n'en demeure pas moins intéressant pour autant. Ce dernier a une foule de qualités et c'est un véhicule que les propriétaires apprécient généralement beaucoup. Certes, il n'est pas pour tout le monde, mais ceux et celles qui s'y plaisent ne le regrettent pas. Le design du Jeep Renegade n'a que très peu changé depuis son introduction sur le marché, mais ce n'est là rien d'atypique pour un véhicule de la marque nord-américaine. D'ailleurs, le petit VUS est assez différent des autres pour ne pas avoir forcément besoin d'évoluer aussi rapidement. Étonnamment, je trouve que c'est un véhicule encore très moderne et charismatique même encore aujourd'hui. Son allure de jouet, ses couleurs flamboyantes et ses capacités hors routes évidentes aident beaucoup. C'est au niveau de l'habitacle que l'âge du Jeep Renegade se fait le plus ressentir et c'est normal puisque les nouveaux modèles Jeep plus moderne et audacieux ont commencé à faire leur entrée sur le marché. Si on regarde du côté du nouveau Grand Cherokee et du Compass, on est clairement à des années-lumière de ce qui se fait du côté du Renegade. Toutefois, le design intérieur n'est que superficiel. Ce qui compte vraiment, c'est le fait que le petit VUS du constructeur japonais soit très confortable, mais aussi le fait qu'il propose des technologies intuitives et très agréables à utiliser.

À BREST

Cette entreprise optimise l'énergie solaire grâce à l'intelligence artificielle

Avec ses onduleurs solaires, appareils permettant de convertir, en vue de la stocker, l'électricité produite par des panneaux photovoltaïques, Imeon Energy revendique une économie moyenne de 70 % sur la facture des particuliers et entreprises. Cela grâce à un ordinateur embarqué dans ses boîtiers. Afin de poursuivre son développement, l'entreprise basée à Brest s'apprête à entrer en bourse.

Après le recours au crowdfunding (financement participatif sur internet) et à des fonds d'investissement, Imeon Energy, à Brest, passe à la vitesse supérieure. Ce concepteur d'appareils permettant de convertir, en vue de la stocker, l'électricité produite

par des panneaux solaires, prépare en effet son introduction en bourse, à l'automne 2023. Un cap jusque-là franchi par seulement deux entreprises finistériennes, Eco-miam et Entech, censé, à la fois, « accroître sa notoriété et sa crédibilité », selon Christophe Goasguen, qui fondé

cette entreprise en 2013, et lui permettre de se développer, en particulier à l'export. Nous sommes les seuls à intégrer à nos onduleurs solaires une intelligence artificielle permettant d'améliorer le rendement et la durée de vie des batteries.

MONTÉE DES EAUX

l'entreprise The Dam technology à Bréhal crée un nouveau dispositif

The Dam technology, société qui travaille dans les domaines de l'aquaculture, du maritime, de la sécurité et de l'environnement, à Bréhal (Manche), vient de concevoir l'Air dam. Explication. The Dam technology, créée en 2019 à Bréhal (Manche), s'est fait connaître avec le Sea surge, un module anti-submersion tout droit sorti de son bureau d'études. Le dispositif est composé de compartiments en PVC qui peuvent être remplis au choix d'eau douce ou de mer. « Le Sea surge a été conçu pour être déployé sur des sites menacés par une montée des eaux. Il a décroché le trophée de l'innovation en 2019 au Salon des maires et des collectivités locales », rappelle Stéphane Stil, l'un des dirigeants de The Dam Technology.

2019 à Bréhal (Manche), s'est fait connaître avec le Sea surge, un module anti-submersion tout droit sorti de son bureau d'études. Le dispositif est composé de compartiments en PVC qui peuvent être remplis au choix d'eau douce ou de mer. « Le Sea surge a été conçu pour être déployé sur des sites menacés par une montée des eaux. Il a décroché le trophée de l'innovation en 2019 au Salon des maires et des collectivités locales », rappelle Stéphane Stil, l'un des dirigeants de The Dam Technology. La société a depuis développé d'autres systèmes anti-inondation, anti-véhicule-bélier, bouées multi-usages pour les ports, réservoirs pliables pour la récupération d'eau de pluie, etc. Un nouveau venu vient compléter la gamme, c'est l'Air dam. « Il se présente sous la forme d'un

tube en PVC avec arceaux en fibre de verre et il se déploie en accordéon. D'une longueur de 10 m avec un diamètre compris entre 40 cm et 70 cm, le tube, ajouré, se remplit, et se vide automatiquement lors de la montée du niveau de l'eau puis de la décrue. » Le système est totalement autonome. « Il peut facilement être installé à titre préventif sur une zone susceptible d'être confrontée à une montée des eaux. »

Un test concluant
Afin de tester son efficacité, l'Air dam a été récemment mis en situation : « Fin juillet, pendant une période de plusieurs jours de fortes précipitations, le camping de la Vanlée (Briqueville-sur-Mer) risquait l'inondation d'une portion de sa voirie. Nous avons installé l'Air dam, explique Stéphane Stil, il a parfait-

tement rempli son rôle ». Avec l'Air dam, la société Dam Technology souhaite proposer aux collectivités ainsi qu'aux particuliers des solutions pour faire face par exemple à des débordements de rivière, à des pluies d'orage... « Nous l'avons également présenté aux services de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal), qui l'a validé. Les tubes, qui peuvent être zippés entre eux pour avoir plus de longueur, peuvent par exemple être déployés en cas d'incendie sur un site sensible. L'Air dam permet de confiner les eaux déversées par les pompiers et potentiellement chargées de produits polluants. »

GUERRES DU FUTUR

Comment la Red Team prépare la France aux chocs de 2030

Début juillet, nous vous présentons les deux derniers scénarios de fiction mis au point par la Red Team Défense, une cellule de prospective à l'initiative de l'Armée française qui a pour but d'anticiper dès aujourd'hui des conflits futurs pouvant provenir des risques technologiques, économiques, environnementaux ou sociétaux. Nous vous proposons de lire l'interview de Patrick Aufort, directeur de l'Agence de l'Innovation de Défense (AID) qui nous explique la Red Team et dresse un bilan de ses activités. Mise en place à l'été 2019 pour une période de trois ans dans le cadre du Document d'orientation de l'innovation de Défense du Ministère des armées, l'initiative Red Team est une cellule de réflexion composée de scénaristes de science-fiction, d'experts scientifiques et militaires. Tout au long de ces trois

années, elle a imaginé les menaces potentielles pour la France et ses intérêts, et a anticipé les aspects technologiques, économiques, sociétaux et environnementaux de l'avenir qui pourraient engendrer des potentiels de conflictualité à horizon 2030-2060. Début juillet, la Red Team a rendu public ces deux scénarios que nous avons commentés. Alors que s'achève le programme initial de la Red Team qui comportait trois saisons, nous avons interviewé Patrick Aufort, directeur de l'Agence de l'Innovation de défense (AID), qui dresse un bilan positif de ces trois années, et sur tous les scénarios de conflits futuristes envisagés. Futura : quelles suites sont données à vos scénarios, sont-ils mis à jour, vérifiés... ? Patrick Aufort : Très clairement, les scénarios de la Red Team ne sont pas

révisés et encore moins mis à jour. Les différentes entités relevant du ministère des Armées, en particulier la Blue Team et l'Agence de l'Innovation de défense, doivent s'approprier et exploiter les idées qui en résultent. Il arrive que des scénarios soient réutilisés par d'autres entités du ministère. Pourquoi certains scénarios sont-ils confidentiels et ne sont-ils pas dévoilés au grand public ? Patrick Aufort : Au sein du ministère des Armées, la gestion des scénarios est minutieuse et guidée par le souci de préserver la confidentialité. Les scénarios sont catégorisés en fonction de critères tels que la sensibilité des données techniques et géopolitiques. Cette classification permet de déterminer leur niveau de classification et de protection.

La première montre connectée qui surveille votre température 24 h sur 24

Withings sortira cet automne sa nouvelle génération des ScanWatch. La plus optimisée, la ScanWatch 2, va pouvoir enregistrer en permanence la température corporelle, en plus du suivi du sommeil, de la santé cardiovasculaire et toute autre activité physique. Elle intègre désormais aussi trois nouveaux paramètres : la fréquence respiratoire, les variations de la fréquence cardiaque durant le sommeil et le suivi du cycle menstruel. Elles disposent toutes deux d'une autonomie de 30 jours. Présentées au salon de l'IFA, elles seront disponibles en octobre.

Cet automne va sortir la première montre connectée capable de suivre 24h/24 l'évolution de la température corporelle de celui ou de celle qui la porte. Loin d'être un gadget, cette nouveauté peut aider de nombreuses personnes malades, mais aussi des sportifs ou encore certains professionnels. Le fabricant français Withings, véritable référence en matière de santé connectée, vient de présenter sa nouvelle gamme de montres ScanWatch, capable de mesurer votre température 24h/24 et 7j/7, une grande première. Jusque-là, cette fonctionnalité était assez limitée. La référence en matière de montre connectée, l'Apple Watch, ne propose par exemple de la mesurer que la nuit, dans le cadre du « suivi du sommeil ». Or, avoir un accès permanent à sa température depuis sa montre connectée peut être une aide précieuse pour de nombreuses personnes.

Mots fléchés

Fruit du Pérou	Animaux du Pérou	Animal du Pérou		Filet d'eau		Rivière du Pérou			Ville du Pérou	Un continent		N'a pas d'ailes	Une île	
		Filet de pêche		Un véhicule		Accord à Berlin				Comme un match			Couche de paille	
								Absurde						
								Ville allemande						
Capitale du Pérou					Ville du Pérou									Préfixe d'extérieur
Déesse Hindoue					Coule en Suisse									
						Porte bonheur								
Un vrai champion			Monnaie du Pérou	Par conséquent						Indéfini	Et la suite			
Accabler				Dans le vent							N'est pas nommé			
								Petit dévidoir						
								Écorce						
Sulfate pour tanner					Chante donc								Lac en partie Péruvien	
Orateur					Long fleuve italien									
				Il traverse le Pérou		Remettre d'aplomb	Forte carte			Marché particulier		Une vraie punaise		Ancienne cité du Pérou
							Fémur ou omoplate							
Pigeons chassés	Cri d'effroi	Poisson							Toile de coton					
		Babillage							Posé					
								Leurre pour taureau						
Fait bien les choses							Tigre au Pérou				Oiseau			
							Grecque				Bien roulé			
Romancier et historien français	Département								Allocution					
	Ville du Pérou													
					Saison chaude				Indique le lieu			Article		
									Langue du Pérou			Maison en bois		
Truc de scout			Agence spatiale					Article étranger						
Avec un coup			Le père d'Adèle					Pierre précieuse			Sigle postal			
					Monnaie d'Amérique du Sud		Boisson alcoolisée				Détesté			
											La bonne à laine			
Réfuta				Bâton de berger						Possessif			Ville du Pérou	
Relever les bords				Et précis										
							Plante aromatique							
Chaîne en partie au Pérou						Son manque est fatal				Fleuve du Roussillon				
Chef-lieu														
		Affluent de l'Eure					Est possessif			Serre dans l'atelier				

SITEV 2023 : Plus de 80 000 visiteurs attendus

Plus de 80 000 visiteurs sont attendus à la 22e édition du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV 2023), qui se tiendra du 28 septembre au 01 octobre au palais des expositions, la Safex. Le commissariat de cet événement, sous l'égide du ministère du tourisme et de l'artisanat, a précisé sur son site web que cette édition, qui se tiendra sous le haut patronage du Premier ministre, abritera plus de 300 exposants et plus de 150 professionnels, représentant une trentaine de pays. L'objectif premier de cet événement, rappelle-t-il, est de promouvoir la destination Algérie.



WILAYA D'ALGER
**Rabhi préside la
cérémonie
d'installation de 11
walis délégués**

Le wali d'Alger, Mohamed Abdenmour Rabhi, a présidé la cérémonie d'installation des nouveaux walis délégués de 11 circonscriptions administratives, suite au vaste mouvement opéré par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune mercredi dernier, dans le corps des walis et walis délégués. Cette installation concerne les circonscriptions administratives de Draria, Baraki, Birtouta, Sidi M'Hamed, El Harrach, Hussein Dey, Rouiba, Bab El Oued, Dar El Beida, Bouzaréah et Bir Mourad Rais. Il s'agit de Mesdames Belahouène Nachida et Nassib Nadja, en leurs qualités respectives de walis déléguées des deux circonscriptions administratives de Draria et Hussein Dey, et Messieurs Bertima Abdelouahab, Boulsane Merouane, Benchaoulia Mohamed Amine et Zinai Abdelwahab en leurs qualités respectives de walis délégués des circonscriptions administratives de Baraki, Birtouta, Sidi M'Hamed et El Harrach. Messieurs Yahmi Djilali, Benyoucef Ahmed, Refsa Noureddine, Bettoui Abdelkrim et Rahmani Abderrahmane ont été également installés en qualité de walis délégués des circonscriptions administratives de Rouiba, Bab El Oued, Dar El Beida, Bouzaréah et Bir Mourad Rais. A cette occasion, Rabhi a rappelé que cette installation concerne la nomination de sept nouveaux walis délégués dans la wilaya d'Alger et la mutation de quatre autres dans le territoire de la wilaya. Le wali d'Alger a exhorté les nouveaux walis délégués à « travailler avec dévouement pour faire progresser la wilaya d'Alger, ne ménager aucun effort pour répondre aux aspirations des Algérois et veiller à être à l'écoute et à la prise en charge de leurs préoccupations, en fonction des priorités et des capacités disponibles ».

SEMI-CONDUCTEURS
**Les États-Unis et le
Vietnam concluent un
partenariat**

Les États-Unis et le Vietnam ont conclu un vaste partenariat dans les semi-conducteurs, selon un communiqué diffusé en marge de la visite du président américain dans le pays. Il s'agira de «développer» les capacités du Vietnam en la matière, et ce «au bénéfice de l'industrie américaine», selon ce texte qui vante «la capacité (du pays du Sud-Est asiatique) à jouer un rôle essentiel pour monter des chaînes d'approvisionnement de semi-conducteurs robustes».

SOUTIEN À L'ACTION ARABE COMMUNE

**La Ligue arabe salue le rôle
du Président Tebboune**

Le Conseil de la Ligue arabe au niveau des ministres des Affaires étrangères a adressé, lors de sa 160e session ordinaire tenue récemment au Caire, des expressions de reconnaissance et un hommage au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune pour ses efforts et initiatives visant le soutien de l'action arabe commune en faveur des causes arabes, notamment la cause palestinienne. Dans ce cadre, les propositions du Président de la République visant la réforme et le développement de l'action de la Ligue des Etats arabes ont été évoquées, saluant le rôle actif de l'Algérie et ses positions dans le renforcement de la solidarité arabe. Le Conseil a rendu hommage aux efforts consentis par le Président Tebboune dans l'unification des rangs palestiniens, et s'est félicité, à nouveau, de la signature de la "Déclaration d'Alger" ayant sanctionné "la Conférence de rassemblement pour l'unité palestinienne" le 13 octobre 2022 et de l'engagement affiché par les parties palestiniennes à mettre en œuvre les clauses de ce document dans les délais impartis. Les ministres arabes des Affaires étrangères ont adressé leurs profonds remerciements à l'Algérie pour sa contribution au budget de l'Etat de Palestine, à hauteur de 152,8 millions USD et sa contribution de 30 millions USD au titre d'aide à la reconstruction du camp de Jénine, suite à l'agression menée par les forces d'oc-

cupation sionistes. A noter que l'Algérie demeure le seul Etat arabe qui honore, de façon régulière, ses engagements financiers vis à vis du peuple palestinien. Félicitant l'Algérie pour son élection en qualité de membre non permanent (2024/2025) au Conseil de sécurité, les ministres arabes des Affaires étrangères se sont dit confiants de voir l'Algérie inciter cet organe onusien à parvenir à résoudre les questions arabes soumises à son niveau, particulièrement la question palestinienne, en plus de conjuguer les efforts nécessaires à la promotion de la coopération entre la Ligue des Etats arabes et l'ONU. Par ailleurs, le Conseil de la Ligue arabe a salué les efforts de l'Algérie en vue d'assurer la sécurité et la stabilité de la Libye. Le Conseil a également salué l'Algérie pour son organisation réussie de la 15e édition des Jeux arabes, du 05 au 15 juillet 2023. Les ministres arabes des Affaires étrangères ont adressé leurs félicitations à l'Algérie, suite à sa réélection en tant que membre au Conseil d'administration du Fonds arabe d'assistance aux pays africains. D'autres part, les participants à la 3e session de la réunion ministérielle "Dialogue politique arabo-japonais", tenue le 5 septembre au Caire, ont salué des efforts de l'Algérie qui aspire à assurer la réconciliation palestinienne, se félicitant aussi de l'élection de l'Algérie comme membre

non permanent au Conseil de sécurité pour la période 2024/2025. Les ministres arabes aspirent également à une coordination entre l'Algérie et le Japon de manière "étroite" durant leurs mandats en tant que membre au sein du Conseil de sécurité en 2024. Les délégations arabes participant à la session ont également salué l'initiative de l'Algérie relative à la consécration de la journée du 16 mai de chaque année, comme Journée internationale du vivre-ensemble en paix.

R.N.

SÉISME AU MAROC
**L'Algérie prête
à dépêcher en
urgence une
équipe
d'intervention
de la PC**

L'Algérie est prête à dépêcher en urgence, dans le cas où le Maroc accepte cette offre d'aide, une équipe d'intervention de la Protection civile (PC) comprenant 80 secouristes spécialisés, suite au puissant séisme qui a frappé le pays, a indiqué dimanche le porte-parole du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. "Dans le cadre de l'aide logistique et matérielle d'urgence que notre pays est disposé à apporter au peuple marocain frère, pour faire face aux conséquences du puissant séisme, l'Algérie offre le déploiement en urgence -dans le cas où le Royaume du Maroc accepte cette offre d'aide- d'une équipe d'intervention de la Protection civile comprenant 80 secouristes spécialisés", a précisé le porte-parole. Cette équipe d'intervention "est répartie comme suit : une équipe cynophile spécialisée dans la recherche et l'identification des personnes sous les décombres, une équipe de sauvetages et de recherches, une équipe médicale, ainsi qu'une aide humanitaire de premier secours, notamment des tentes, des lits de camp et des couvertures", ajoute la même source.

ENERGIES RENOUVELABLES

**Le G20 soutient les efforts visant à
tripler la capacité mondiale d'ici 2030**

Les dirigeants du Groupe des vingt, réunis lors de leur Sommet tenu à New Delhi (Inde), ont exprimé leur soutien aux efforts visant à tripler la capacité mondiale en énergies renouvelables (EnR) d'ici 2030, s'engageant à accélérer l'action de lutte contre le changement climatique. Dans le communiqué final ayant sanctionné samedi les travaux de ce Sommet, le G20 s'engage à "poursuivre et à encourager les efforts visant à tripler la capacité mondiale en énergies renouvelables (EnR) d'ici 2030, ainsi qu'à accélérer les mesures face aux crises et défis en-

vironnementaux y compris le changement climatique". Conscient des difficultés que réserve l'avenir, le Groupe a mis en garde contre "des crises successives" qui menacent la croissance mondiale à long terme. Quant aux conséquences des crises successives qui posent plusieurs défis à long terme, le G20 a cité "le durcissement des conditions d'octroi de financements à l'échelle mondiale, qui est susceptible d'exacerber la vulnérabilité financière liée notamment à l'endettement, à l'inflation continue et aux tensions géoéconomiques".